

# ***l'Anti*capitaliste**

n°315 | 10 décembre 2015 — 1,20€

Quotidien du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

GAUCHE  
ET  
DROITE

OUVRENT LA VOIE AU FN

**Répondons** par nos  
**mobilisations!**

## **Dossier**

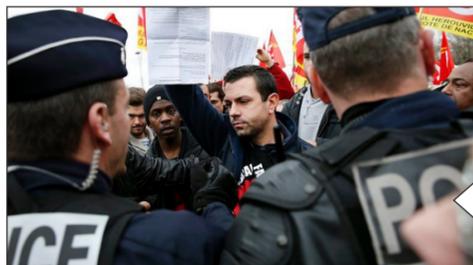
**FÊTES PLAISIR...**  
sans tomber dans le  
consommérisme **Pages 6 et 7**

## **ÉDITO**

**Si ce n'est pas nous, qui?**  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

**Syrie: toujours plus  
de bombes**  
Page 3



## **ACTU INTERNATIONALE**

**Turquie: Erdogan mise sur le chaos  
pour maintenir son hégémonie**  
Page 5

## **ACTU SOCIALE**

**Air France: une double  
résistance à consolider**  
Page 8



édito

Par CHRISTINE POUPIN

## Si ce n'est pas nous, qui ?

Le Front national devance tous les autres partis, avec un total de plus de 6 millions de voix au plan national. Tout a été dit – à juste titre – sur l'écrasante responsabilité du Parti socialiste dans cette catastrophe. Incontestablement sa politique sécuritaire et raciste, jusqu'à la reprise de la déchéance de nationalité, a banalisé et légitimé le discours de l'extrême droite, pendant que sa politique de destruction systématique des droits et protections sociales achevait de désespérer les salariéEs, les chômeurEs, les retraitéEs et les précaires, celles et ceux que l'on appelait le « peuple de gauche ».

Le PS s'effondre donc, jusqu'à l'effacement pur et simple au second tour dans plusieurs régions. On pourrait se dire qu'il l'a bien cherché et que ce n'est que justice électorale, châtement mérité pour avoir trahi tant et tant d'espoirs, bafoué tant et tant de promesses. Le PS ne représente plus en rien les classes populaires. Soit ! Mais qui les représente désormais ? Ou plus exactement quelle(s) force(s) organisée(s), collective(s) permet(tent) tout à la fois d'exprimer la colère face aux injustices sociales, de construire la solidarité pour résister à l'exploitation et aux oppressions, de faire vivre l'espérance d'un avenir meilleur, la conscience de la puissance collective des exploités et des opprimés et la confiance en cette puissance pour changer le monde ? La réponse est simple et dramatique : plus aucun parti digne de ce nom !

Pourtant, à la faveur d'une chemise déchirée de DRH, la colère ouvrière surgit et vient rappeler la fierté et le refus de courber la tête. Pourtant, autour d'un enfant étranger menacé d'expulsion, toute une école peut dresser le rempart de la mobilisation. Pourtant, au quotidien, des milliers de militantEs syndicaux ou associatifs font vivre la solidarité. Pourtant, les mobilisations pour le climat dessinent un autre système, désintoxiqué non seulement des énergies fossiles mais aussi de l'aliénation marchande... Pourtant... Pourtant toutes ces énergies, ces intelligences, n'ont pas de correspondant politique à leur hauteur. Le construire, construire ensemble une nouvelle représentation politique, un nouveau projet émancipateur, tels sont le défi et l'urgence.

## À la Une

# Gauche et droite ouvrent la voie au FN, répondons par nos mobilisations !

Marine Le Pen a donc récolté le succès annoncé pour son parti, les fruits pourris de la politique anti-ouvrière et réactionnaire du gouvernement Hollande-Valls. Avec 27,92 % des voix, en tête dans 6 régions, le FN devient le premier parti de ce pays sur le plan électoral...

Ces étranges élections, qui se sont déroulées dans un climat dominé par les suites des attentats de Paris, l'état d'urgence, l'offensive sécuritaire et militariste du gouvernement, la guerre sur fond d'austérité et de montée du chômage, sanctionnent la gauche comme la droite.

### Gauche et droite rejetées

Cette sanction est double : l'abstention et le vote FN. Un électeur sur deux n'a pas jugé utile de se déplacer pour aller voter parce qu'ils n'attendent plus rien d'un système politique où ils ne sont pas représentés. Pourtant, droite comme gauche avaient multiplié les appels pressants à voter pour faire obstacle au FN. Ils n'ont fait que l'aider, tant ils sont déçus, tant ils n'ont rien à répondre au mécontentement et au ras-le-bol suscités par leur politique.

Ces partis qui, depuis près de 40 ans, se succèdent au pouvoir pour organiser la régression sociale, l'offensive contre le monde du travail et les classes populaires pour le plus grand profit du patronat et des banques sont disqualifiés. Ils ont préparé le terrain du succès du FN en reprenant à leur compte la même démagogie.

### Hollande et Valls responsables

Le gouvernement Hollande-Valls porte une lourde responsabilité de par la politique au service du patronat qu'il mène depuis qu'ils sont au pouvoir, de par la fuite en avant réactionnaire et antidémocratique qui a été la leur au lendemain des attentats des terroristes islamistes. L'état d'urgence, la guerre, la campagne xénophobe, contre les musulmans orchestrés par le gouvernement, contre les migrants ont été autant d'arguments pour le vote Le Pen. Hollande et Valls ont

repris à leur compte la politique sécuritaire du FN.

### Une menace pour toute la population

Il est dangereux de croire que la politique défendue par Le Pen répond aux besoins des classes populaires, à leur mécontentement. Comme Les Républicains ou le PS, le FN ne rêve que d'accéder au pouvoir pour servir les intérêts des classes dominantes. En pire, plus brutalement pour accentuer l'exploitation, diviser les travailleurEs, alors que la crise du capitalisme perdure et s'approfondit. Sa démagogie xénophobe et raciste vise directement l'ensemble du monde du travail. Quand Le Pen ose dénoncer le risque de voir « la charta remplacer notre Constitution », elle n'y croit pas un instant, mais flatte les peurs pour désigner les musulmans, tous les immigrés, les salariéEs d'origine étrangère, à la vindicte populaire pour mieux servir sa classe, les riches et les possédants, le patronat. En voulant aggraver la politique sécuritaire et militariste que mène le PS, en développant une propagande raciste, le FN ne fait qu'aggraver les tensions, le chaos. Loin d'apporter une réponse au fondamentalisme religieux, sa démagogie le nourrit : ils sont les uns comme les autres nos pires ennemis.

### Construire la réponse des travailleurs

Au second tour de ces élections, aucune liste ne représente les classes populaires. La droite dispute la première place au FN sur le même terrain. Quant au PS, il espère sauver la mise en prenant la pose du parti le plus anti-FN, sacrifiant ses listes en PACA, dans le Nord au profit de la droite qui, elle, ne veut « ni fusion ni retrait » ! Et Cambadélis, son dirigeant, appelle à voter pour le candidat des

LA GAUCHE APPELLE À RETIRER SES CANDIDATS



CHARMAG

Républicains dans l'Est contre le candidat socialiste qui refuse de se retirer. Quelle déroute ! Cette gauche politicienne ne représente plus en rien les classes populaires. Elle ne tire aucune conclusion de son effondrement : le gouvernement entend bien poursuivre et accentuer sa politique qui a fait le lit du FN.

Conjurer la menace que représente l'extrême droite ne se fera pas sur le terrain électoral, mais en combattant la politique dont il se nourrit pour défendre nos droits sociaux et démocratiques, par nos luttes et nos mobilisations, sur le terrain social et politique. C'est rassembler toutes celles et ceux qui, au sein du monde du travail et de la jeunesse,

refusent l'austérité et le chômage, l'état d'urgence et la guerre, le racisme et la xénophobie. De ce point de vue, les listes présentées par Lutte ouvrière – pour lesquelles le NPA a appelé à voter – réalisent des scores entre 1 et 2%, qui attestent de l'existence dans ce pays d'un courant certes très minoritaire mais qui pourra compter demain.

La victoire du FN, c'est d'abord l'effondrement des partis de la régression sociale, Les Républicains et le PS. Elle représente une menace mais si nous savons entendre l'avertissement pour nous rassembler, unir nos forces afin de reprendre l'offensive, alors l'espoir pourrait changer de camp.

Yvan Lemaitre

## BIEN DIT

Le 12 décembre, les négociations climatiques, dans le cadre de la COP21, seront censées être terminées. Mais nous savons que l'avenir de la planète, et de celles et ceux qui y vivent, ne sera pas pour autant assuré. (...)

Le 12 décembre, le dernier mot ne sera pas dans la salle des négociations mais dans la rue !

« APPEL À LA MOBILISATION CITOYENNE »... Au même moment, Laurence Tubiana, négociatrice française à la COP21, disait : « Nous aurions pu être meilleurs. Nous aurions aussi pu être plus mauvais. L'important c'est que nous avons un texte »...

## COP21

# Une conférence inutile, c'est le système qu'il faut changer !

« Cette COP est déjà en partie un succès, dans la mesure où elle se tient effectivement et est la plus vaste jamais organisée », dixit Fabius... L'expert en enfumage prépare déjà le terrain, car il sait bien que la COP21 ne servira à rien.

Alors que les experts climatiques exhortent les gouvernements à prendre rapidement les décisions pour limiter la hausse de température à 2°C d'ici 2100 (certains préconisent

1,5°C), les dirigeants du monde sont bien incapables de prendre les mesures nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables de la hausse de la température. Et les 48 pages du document provisoire sorti samedi 5 décembre révèlent une fois encore toute leur incapacité.

### Déclarations d'intention, absence de contrôle

La première difficulté concerne la question du financement du fonds vert qui doit aider la transition énergétique des pays du sud. Il y a bien longtemps qu'on a renoncé à stopper le dérèglement, nous en sommes, qu'on le veuille

ou non, à la période d'adaptation... On est loin des 100 milliards par an espérés. Les pays du nord (Europe, États-Unis, Japon) renâclent à payer et veulent du coup élargir la base des contributeurs aux pays émergents (Inde, Brésil, Chine), minimisant ainsi leur responsabilité historique dans le réchauffement climatique. Les pays émergents refusent de sacrifier leur récente croissance. Difficile donc d'abonder ce fonds.

Autre problème, les engagements des États ne sont que des déclarations d'intention puisque des pays refusent un accord juridique contraignant et qu'aucun mécanisme de contrôle n'est

prévu. Dans ces conditions, les États peuvent annoncer n'importe quoi, aucune clause de revoyure n'est inscrite. D'autre part, les pays producteurs de pétrole (Arabie saoudite, Canada) qui ne sont pas prêts à renoncer à leur manne financière, se montrent réticents à limiter l'exploitation des énergies fossiles. De même, la fixation d'un prix du carbone restera en dehors des négociations.

Pour nous, cette taxation du CO<sub>2</sub> est inefficace écologiquement et injuste socialement, mais c'est le dispositif privilégié par ceux qui, comme EELV, pensent pouvoir contenir les nuisances du capitalisme dans des

# Un monde à changer

**NOTRE AMI LE ROI...** Un président américain avait coutume de dire du sanglant dictateur de la république dominicaine: «*Trujillo est un salopard, mais c'est notre salopard*». On est à juste titre révolté par les méthodes de Daesh pour imposer la terreur dans les territoires syriens et irakiens qu'il contrôle. Mais que dire de celles qui règnent en Arabie saoudite? On y décapite au sabre, parfois en public: Amnesty International a compté au moins 151 exécutions cette année. Fin novembre, le poète palestinien Ashraf Fayad a été condamné à la décapitation pour «apostasie». En 2014, il avait été condamné à quatre ans de prison et 800 coups de fouet en première instance après une plainte suite à une discussion. Un homme affirmait alors l'avoir entendu tenir des propos contre Dieu, tandis qu'un religieux l'accusait d'avoir «blasphémé» dans un recueil de poèmes écrit il y a 10 ans. Lors de ce procès, Ashraf Fayad avait démenti que son ouvrage soit «blasphématoire», et s'était quand même excusé, échappant ainsi à une condamnation à mort. Un autre tribunal est donc revenu sur cette décision, jugeant que

«*le repentir, c'est pour Dieu*»... Le blogueur Raif Badawi a été condamné l'an dernier à un millier de coups de fouet, pour blasphème lui aussi. Ali Al Nimr, âgé de dix-sept ans au moment des faits, avait lui participé à des manifestations contre le pouvoir, dans le sillage des printemps arabes: il a été condamné en septembre dernier à la peine capitale et a été torturé durant son incarcération. Une domestique sri-lankaise a été condamnée fin novembre à la lapidation pour adultère. Etc. Malgré cela, le gouvernement français est désormais au mieux avec la monarchie saoudienne. Comme l'écrit l'écrivain algérien Kamel Daoud (voir L'Anticapitaliste n°314): «*Daesh noir, Daesh blanc. Le premier égorge, tue, lapide, coupe les mains, détruit le patrimoine de l'humanité, et déteste l'archéologie, la femme et l'étranger non-musulman. Le second est mieux habillé et plus propre, mais il fait la même chose. L'État islamique et l'Arabie saoudite. Dans sa lutte contre le terrorisme, l'Occident mène la guerre contre l'un tout en serrant la main de l'autre.*»

# SYRIE Toujours plus de bombes

*Vendredi 4 décembre, en visite sur le porte-avions Charles-de-Gaulle amené près des côtes de la Syrie, François Hollande planait dans son rôle de défenseur de l'ordre et de la puissance militaire française.*



Hollande s'en va-t-en guerre DR

Le même jour, le Parlement allemand votait sa contribution aux bombardements contre l'État islamique, alors que la veille, la Chambre des Communes britannique avait approuvé l'extension à la Syrie des bombardements déjà menés par l'aviation du Royaume Uni en Irak. Et ce dimanche 7 décembre, Obama déclarait: «*la menace du terrorisme est réelle, mais nous la vaincrons. Nous détruirons l'EI et toute autre organisation qui chercherait à nous nuire*»... D'après l'Obs, «*installé entre un Super Étendard et un Rafale*», Hollande a déclaré, solennel: «*cette fois-ci, je vous rejoins en pleine opération*» pour «*vous dire combien la France est derrière vous*». «*Flexibilité, rapidité, disponibilité: c'est la force de l'armée française et c'est ce que je vous demande avec des moyens qui ont été augmentés*». On ne sait pas ce qui effare le plus: la prétention

aventurière à l'efficacité dans des opérations militaires qui ont toujours montré leurs effets contre-productifs, ou l'opportunisme du vendeur d'armes, dont les récents succès sont d'abord permis par les États les plus proches idéologiquement du monstre Daesh? L'armée française était déjà associée à la coalition sous domination étatsunienne qui intervenait en Irak d'abord, puis de plus en plus en Syrie. De 5% du total des opérations aériennes, les missions de l'aviation françaises dans la région sont passées à 20% depuis le 13 novembre. Au 3 décembre, le tableau officiel donnait «*2500 sorties aériennes, 321 frappes et 580 objectifs détruits*» depuis le début de l'engagement français. Aucun bilan des victimes civiles n'est disponible.

**En Syrie, les populations ne savent plus de quelles bombes se sauver...** À Raqqa ou à Palmyre, les habitants soumis au joug terriblement oppresseur de Daesh le jour, vivent sous la terreur des bombardements de la coalition occidentale la nuit... et de ceux des forces russes, encore plus meurtriers, à n'importe quel moment! Les avions de Poutine, qui bénéficient maintenant de deux bases en Syrie, multiplient les frappes en coordination avec les forces du régime... sur Daesh pour se couvrir diplomatiquement, mais d'abord et avant tout sur les zones libérées du pouvoir d'Assad par le soulèvement populaire syrien. Partageant les méthodes terroristes du régime, ils bombardent d'abord les objectifs civils, marchés, hôpitaux... Ainsi,

pour la seule journée de vendredi 4 décembre, au moins 56 civils dont 16 enfants ont été tués dans le centre et le sud de la Syrie, en particulier sur un marché de la ville de Jisrine. Mais l'offensive des défenseurs d'Assad (Syriens, Iraniens, Libanais et Russes) depuis deux mois sous couvert de «*lutte contre le terrorisme*», ne parvient pas à gagner des positions significatives. Les zones libérées du régime et de Daesh, au nord près de la frontière turque, autour d'Alep, dans le centre, autour de Damas et près de la frontière jordanienne, résistent aux attaques parfois combinées de ces deux contre-révolutions, par l'auto-organisation héroïque de coordinations locales pluralistes des populations civiles et par la résistance militaire de forces hétéroclites formant des coalitions de circonstance: brigades se réclamant de l'Armée syrienne libre ou de plusieurs coalitions islamistes, kurdes du PYD, turkmènes... Sous les sièges et les bombardements, les coordinations locales luttent pour la démocratie et cherchent aussi à limiter l'emprise des forces militaires sur la vie civile. Le peuple syrien et celles et ceux qui fuient la guerre méritent notre solidarité concrète, contre Assad, contre Daesh, et contre les impérialismes et puissances régionales qui contribuent à l'écrasement du peuple syrien. **Jacques Babel**

## Le chiffre

# +0,6%

C'est la hausse du SMIC qui sera probablement annoncée ce 14 décembre et prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier. Le SMIC horaire brut atteindrait alors 9,67 euros. L'année dernière, le SMIC avait progressé de 0,8%... et les salaires des PDG du CAC 40 de 6%!

## Agenda

**Jeudi 10 décembre, réunion publique internationale pour le climat, Paris.** «Face à l'urgence climatique, assignation à résistance!», organisé par le réseau 99% for climate (à l'initiative du camp de jeunes de la IV<sup>e</sup> Internationale). Accueil à partir de 18h30 (avec dîner), et début du meeting à 19h, salle Olympe-de-Gouges, 15 rue Merlin (métro Père-Lachaise).

**Jeudi 10 décembre, réunion publique unitaire sur le climat et l'état d'urgence, Clermont-Ferrand.** «Faire face: pour le climat, contre l'état d'urgence», organisé par l'AL, CGA et le NPA, à 20h, centre Jean-Richepin (salle 6).

**Mardi 15 décembre, réunion publique contre l'état d'urgence et la guerre, Gennevilliers.** «Leurs guerres, nos morts», avec Olivier Besancenot, Armelle Pertus, un syndicaliste d'Air France et des représentants de luttes en cours, à 20h à la Bourse du travail, 6 rue Lamartine, quartier des Agnettes (métro Les Agnettes).

## NO COMMENT

*Il convient d'utiliser cette «fenêtre» [législative] pour faire avancer certaines évolutions souhaitées par les différents services et qui n'ont pu jusqu'à présent aboutir soit par manque d'un vecteur législatif approprié, soit parce que le contexte ne s'y prêtait pas.*

Extrait d'un mail du cabinet du directeur général de la police nationale (DGPN), cité par le Monde du 5 décembre qui commente «Place Beauvau, le Père Noël a un nouveau nom: état d'urgence.»

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:** 0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:** 0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:** 0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:** 2269-3696

**Commission paritaire:** 0419 P 11508

**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:** 6500 exemplaires

**Gérant et directeur de publication:** Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction:** Manu Bichindaritz

**Maquette:** Kristo et Ambre Bragard

**Impression:** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

limites acceptables pour la planète. Pourtant, elle ne figure pas dans le document préparatoire à l'accord international final. Nicolas Hulot, la voix de ses maîtres, trouvera bien une explication...

**Les «solutions» du capitalisme vert**  
Dernière faiblesse du rapport, le refus d'arrêter de subventionner les énergies fossiles. Pas étonnant: parmi les pays réunis au Bourget se trouvent les pays du G20 qui dilapident l'argent public dans les énergies fossiles à hauteur de 452 milliards de dollars par an (rapport d'Overseas Development Institute). D'ailleurs, ces entreprises – qu'on retrouve parmi les sponsors de la COP21 – étaient à la manœuvre, avec d'autres, le week-end des 4 et 5 décembre, au «salon des solutions COP21», multipliant les conférences et les expositions pour vendre leurs «solutions»: séquestrer le CO<sub>2</sub>, compenser les dégâts infligés à la

biodiversité, négocier les permis à polluer, soutenir les agrocarburants. La croissance verte représente une vraie opportunité pour les capitalistes qui espèrent ainsi trouver de nouveaux marchés lucratifs. La COP21 leur ouvre les portes, les installe, et ils en profitent.

**Changer de système pas le climat!**  
En cette période de grand-messe verte, on voit même ces grandes entreprises polluées s'emballer dans leurs déclarations. Ainsi, Engie qui annonce l'arrêt des constructions de nouvelles centrales à charbon... mais qui justifie celles prévues en Mongolie et au Brésil au nom du respect des contrats signés. Ainsi, la BNP qui annonce augmenter ses investissements dans les renouvelables. Or, même en les doublant, ceux-ci passeraient à 12 milliards contre 52 milliards pour les énergies fossiles. Ainsi, Suez Environnement, la mal nommée, qui participe au lobby gaz de schiste.

Selon l'ONG Carbon Tracker, plus de 1000 milliards de dollars sont engagés dans des projets fossiles... qui ne rapporteront pas un sou si les gouvernements devaient respecter leurs maigres engagements de réduction d'émission de GES. Pas question de renoncer à ces investissements juteux. Ça tombe bien, la COP21 n'en a pas l'intention! Quant au nucléaire, le travail des lobbys a semble-t-il bien fonctionné puisqu'il n'est à aucun moment signifié qu'il faut mettre fin à cette source de production d'électricité mortifère. On comprend mieux la déclaration piteuse mais lucide de Fabius...



D'où l'impérative nécessité de réussir les mobilisations, d'être nombreux à Paris le 12 décembre et de poursuivre activement la lutte pour le climat. Nous n'obtiendrons que ce que nous arracherons. Ne comptons que sur nos forces pour changer de système pas le climat!  
**Commission nationale écologie**

## À LA GAUCHE DU PS Sauve qui peut... les postes!



Photo d'une fusion... DR

Alors que toute la « gauche de la gauche » analyse qu'elle a été emportée dans la déchéance électorale du PS, d'ÉELV jusqu'à Ensemble, elle se plie en quatre... pour obtenir un accord de deuxième tour avec celui-ci. Désolant.

Exception à cette volonté, Lutte ouvrière obtient malheureusement des résultats faibles avec 1,5%, 320 000 voix. Ses listes, soutenues par le NPA, ont réalisé une campagne pour défendre les droits des travailleurs et contre l'état d'urgence<sup>1</sup>. Le score est légèrement supérieur à celui des régionales 2010 (206 229 voix, soit 1,09%), mais il faut dire que cette année-là, le NPA s'était présenté et avait obtenu 460 000 voix (3,40% au total pour l'extrême gauche). Les chiffres sont légèrement plus élevés dans certains coins populaires, comme en Seine-Saint-Denis (2,14%), dans le Pas-de-Calais (1,95%), en Seine-Maritime (1,96%), à Bezons (2,92%), Saint-Étienne-du-Rouvray (3,41%), sans que cela change fondamentalement le bilan.

### Une cacophonie...

Le Front de gauche et ÉELV n'ont pas plus résisté au déplacement à droite qui s'opère dans ces élections. Avant le premier tour, ÉELV et les organisations du FdG avaient tout fait pour ne pas être associées au bilan catastrophique du gouvernement. Cela a provoqué une débandade généralisée, avec des accords à géométrie variable.

ÉELV se présentait seule dans 9 régions, et a obtenu entre 3,9 et 8%. Le FdG s'est présenté dans 7 régions et obtenu de 3 à 6,63%. ÉELV et le FdG se sont présentés ensemble dans deux régions et ont obtenu 10,26% (Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées) et 6,54% (PACA). Le FdG n'obtient pas les 5%, synonyme de remboursement des frais de campagne et de possibilité de fusion au second tour, dans 6 régions, ÉELV dans deux. Le PCF avait déjà perdu la moitié de ses élus régionaux, passant de 185 à 95 en 2010, et va sans doute en perdre encore beaucoup.

Mais, surtout, c'est une impression de cacophonie qui domine. ÉELV et le FdG prétendent incarner une alternative au PS, mais sont incapables de s'entendre pour la construire, dominés par les discussions sur leurs relations institutionnelles avec le parti au gouvernement.

### « Un désastre »...

Au final, ÉELV et le Front de gauche fusionneront avec le PS dans 7 régions. Après avoir indiqué que le gouvernement PS menait une politique contraire à leurs principes, ils se sont empressés de négocier. Pour ÉELV, Emmanuelle Cosse se félicite d'un « travail de négociation [...] où chacun a respecté les autres », « une bataille simple : gagner pour une région qui s'occupera de ses habitants, de leur santé, de leur logement, des emplois dans les filières vertes ». Tout le monde se félicite d'un accord programmatique avec le PS... qui ressemble surtout à un sauvetage des postes de conseillers régionaux avec le parti au pouvoir.

La palme de l'hypocrisie revient sans doute hélas à la direction d'Ensemble, qui faisait de l'indépendance vis-à-vis du PS son cheval de bataille, se félicitant du travail des « forces de gauche qui s'opposent à la politique de François Hollande et Manuel Valls » en PACA et LRMP... mais qui obtient pour Clémentine Autain la deuxième place sur la liste du 93 pour ce second tour. La même qui dénonce « un désastre qu'il faut d'abord imputer à la politique gouvernementale ». Le désastre, c'est l'orientation qui consiste à s'éloigner, année après année, du combat pour l'indépendance de classe des travailleurs, pour ne voir comme solution à la crise politique que l'illusoire sauvegarde d'intérêts d'appareil.

Antoine Larrache

1 - Nathalie Arthaud sur LCP: <https://l.cx/4UIE>

# ÉTAT Encore plus antidémocratique

La répression de manifestations est un indice d'une évolution plus globale. En fait, on assiste à deux phénomènes de fond : un nouveau renforcement de l'État et un degré supplémentaire dans la transformation du Parti socialiste.

Dans une intervention du 29 novembre dernier (disponible sur *Mediapart*), l'écologiste et altermondialiste Naomie Klein explique que le gouvernement français applique la « stratégie du choc », c'est-à-dire utilise l'émotion créée par les attentats criminels commandités par Daesh pour mettre en œuvre des mesures autoritaires auxquelles il songeait depuis un certain temps.

La Constitution française actuelle date de 1958 : pour la grande bourgeoisie française, il s'agissait à l'époque de préparer l'économie au début de l'intégration économique européenne (le traité de Rome instituant le Marché commun est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1959), avec la réduction des pouvoirs du Parlement où était représenté un Parti communiste encore puissant et où pesaient fortement aussi les lobbies de la petite-bourgeoisie traditionnelle qui redoutait les effets de cette modernisation du capitalisme. L'incapacité de la IV<sup>e</sup> République à régler la question algérienne a fourni l'occasion de mettre en place une nouvelle Constitution, dont l'élément central est un président de la République qui a d'importants pouvoirs propres et n'est pas responsable devant les députés. Différents régimes accordant des pouvoirs extraordinaires au gouvernement et à sa police sont prévus : l'article 16 de la Constitution, l'état de siège et, découlant d'une loi plus ancienne, l'état d'urgence...

### « Le coup d'État permanent »

En 1964, est publié un livre intitulé *Le Coup d'État permanent*. Son auteur, à l'époque un politicien vaguement à gauche qui cherche à refaire



surface, est François Mitterrand. Il y dénonce le caractère autoritaire du régime instauré par De Gaulle, ses dérives possibles et les risques pour les libertés. Devenu président en 1981, Mitterrand s'est en fait parfaitement accommodé de cette Constitution qui allait lui permettre, après une année de réformes de gauche, de faire le choix de l'austérité en 1983. Hollande, premier président « socialiste » à succéder à Mitterrand, non seulement s'inscrit dans ses traces, mais accentue la nature autoritaire du régime en programmant une révision de la Constitution.

Les attentats de Daesh permettent de rajouter des mesures supplémentaires à 30 ans de législation antiterroriste. En effet, depuis 1986, l'arsenal judiciaire n'a cessé d'être renforcé par une quinzaine de lois. Plusieurs mesures rognant les libertés publiques – annoncées d'abord comme provisoires – ont été par la

suite entérinées définitivement. Depuis que Hollande est président et jusqu'en octobre (donc avant les attentats), cinq textes en relation avec le terrorisme ont déjà été préparés. Les mesures adoptées depuis novembre ou annoncées, vont encore accroître tous les pouvoirs policiers.

### Tous azimuts

Comme le montrent les mesures prises autour de la COP21, ces textes permettent en fait de viser bien autre chose que des terroristes : demain, ce seront tous ceux qui seront soupçonnés de vouloir agir contre la politique gouvernementale ou qui voudront faire connaître leurs grèves en manifestant sous des formes diverses. Dans une interview donnée en avril dernier (*L'Anticapitaliste* n°284), Laurence Blisson, secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, le confirmait à propos de la loi sur le renseignement (promulguée en juillet).

## FRONT NATIONAL Il est encore temps!

Leur « République » était devenue kaki. On découvre combien elle devient aussi bleu marine...



Elle a voté... Et puis après? DR

Sont considérés comme hystériques ceux et celles qui tentent encore de lui interdire nos quartiers. Les 6 millions d'électeurs du FN ne sont, heureusement, pas encore tous et toutes des fascistes... Mais ce ne sont pas des crétins, ils savent pourquoi ils votent : le racisme, le nationalisme...

La réponse du PS est indécente. Ainsi, contre le FN, il faudrait voter pour Estrosi, celui qui parle d'invasion à propos des musulmans en France et veut plus d'armes pour la police... Et disons-le, la direction du Front de gauche capitule : en acceptant de fusionner ses listes

avec celles du PS, elle prolonge ses votes à l'Assemblée en faveur de l'état d'urgence ou des interventions militaires.

### L'unité, oui!

Il y a une extrême urgence à unir contre le danger. Sans sectarisme mais sans concession pour permettre à tous ceux et celles qui ont peur de ce qui est en train de se passer de reprendre confiance et de relever la tête. Le fascisme progresse par deux bouts : l'évolution des politiques dominantes et la progression du FN en tant que parti. La riposte doit donc se faire en unissant ces deux

Les futurs textes qui prévoient un état d'urgence à rallonge seront donc très utiles pour défendre le pilier essentiel de la politique de ce gouvernement : l'austérité et la soumission au patronat, en cas de grèves « dures » et de mouvements généralisés.

### Le retour de Guy Mollet...

Les succès du Front national accentuent ce mouvement mais la marche vers un État toujours plus antidémocratique ne se réduit pas au danger Le Pen. La tendance à l'État fort est de toute manière à l'ordre du jour. Fondamentalement, comme l'explique le sociologue Alain Bihir « l'État fasciste n'est pas la seule forme d'État d'exception » auquel peut recourir la bourgeoisie (voir son interview en avril 2014 dans *L'Anticapitaliste* n°239). Cela se double d'une mobilisation nationaliste : il y a eu l'injonction d'arborer un drapeau tricolore, la visite de Hollande sur le porte-avion Charles-de-Gaulle, et maintenant l'introduction dans la Constitution de la déchéance de la nationalité française (que Pétain avait pratiquée en son temps...).

Cela nous amène au deuxième aspect de la situation : l'évolution du PS. Celui-ci avait été fondé par Mitterrand en 1971 prétendant comme parti de transformation sociale. Des 1983, cet aspect avait été enterré mais le PS se targuait encore d'être le parti de la transformation « sociétale » contre les archaïsmes. Le dernier feu en a été le « mariage pour tous ». Maintenant, le cycle est bouclé : avec Hollande et Valls, Guy Mollet (le « socialiste » qui a envoyé en 1956 les soldats du contingent pour réprimer la lutte du peuple algérien) est de retour!

Henri Wilno

aspects. Unissons-nous contre l'état d'urgence, contre le racisme et l'islamophobie, la guerre et l'austérité. Dans chaque quartier, chaque lieu de travail, il faut unir ceux et celles qui se battent, pour faire grève, pour soutenir les réfugiés et les sans-papiers, contre les violences policières, autour d'un campement de Roms, etc. Et cette unité doit être utilisée comme un bélier pour faire front à chaque tentative d'apparition des fascistes. Rassemblons les forces qui se trouveront sur ces bases, donnons leur une visibilité. Le FN progresse dans les profondeurs de la société mais il reste encore principalement un phénomène électoral. Ce n'est pas sur ce terrain que nous sommes, aujourd'hui, plus forts que lui. Il faut s'appuyer sur tous les secteurs qui, comme à Air France, comme les manifestantEs contre la COP21 ou en solidarité avec les migrantEs, ont montré leur disponibilité au combat. Lieux après lieux, nous pouvons reprendre le terrain au FN et à ses idées, à condition de parler et d'agir clair. Sur cette base, il faudra construire une représentation politique de tous ceux et celles qui prennent les coups. L'alternative des sans-dents, des sans-voix, des sans-culottes. No pasaran!

Denis Godard

# TURQUIE Erdogan mise sur le chaos pour maintenir son hégémonie



Des affiches à l'effigie de l'avocat kurde Tahir Elçi, où l'on peut lire «ils l'ont tué», à Istanbul le 28 novembre. DR

*Au regard de ces dernières semaines, la politique menée par Erdogan et son parti-État peut au premier abord paraître pour le moins irrationnelle.*

En effet, un avion de chasse russe a été abattu à la frontière turco-syrienne provoquant une crise sans précédent entre les deux pays. Et deux journalistes renommés ont été arrêtés, accusés d'espionnage et de « trahison à la patrie » pour avoir diffusé des vidéos et photographies, et publié des articles révélant des livraisons d'armes (par les services de renseignements) aux djihadistes combattant le régime d'Assad. Deux jours plus tard, le bâtonnier de Diyarbakır, Tahir Elçi, célèbre défenseur des droits de l'homme

et de la paix – qui avait été poursuivi il y a tout juste un mois pour avoir déclaré que le PKK n'était pas une organisation terroriste – a été assassiné par une balle dans la tête en pleine rue lors d'une fusillade entre milices kurdes et policiers. Tout cela sur fond de couvre-feu total, déploiement de brigades policières islamistes/fascistes « antiterroristes » (la brigade « Esedullah ») et de destruction de quartiers entiers dans le Kurdistan du Nord (de Turquie).

## Répression à l'intérieur

Tout ceci ne semble évidemment pas très cohérent, si l'on oublie que c'est grâce à ce climat de guerre civile (provoquant aussi les représailles du mouvement kurde armé), de répression violente envers toute contestation sociale et politique, de criminalisation et d'assaut musclé envers la presse

(légèrement) oppositionnelle, que l'AKP a réussi à obtenir 49,5% aux élections du 1<sup>er</sup> novembre, gagnant ainsi 5 millions de voix en cinq mois (il avait obtenu 40,8% aux élections du 7 juin dernier).

Étant donné que la répression, l'autoritarisme, le nationalisme, la criminalisation de toute opposition comme soutien au PKK et à l'organisation terroriste « parallèle » – la confrérie de Fethullah Gülen, ancien allié devenu le pire ennemi de Erdogan – ont payé, Erdogan n'a aucune raison de faire marche arrière dans sa politique, au niveau intérieur comme au niveau international. Cette atmosphère de chaos lui permet de maintenir son hégémonie politique (sinon de la développer) dans la société, mais aussi au sein de l'AKP, rendant impossible toute tentative de le concurrencer.

## À l'extérieur, une stratégie non sans arrière-pensées...

Erdogan et l'AKP n'hésitent pas non plus à alimenter les tensions militaires, d'une part pour préserver la consolidation de sa base électorale mais surtout pour avoir son mot à dire lors de la division de la Syrie en zones ethniques/confessionnelles. La principale motivation du régime d'Erdogan est d'empêcher à tout prix que la région qui s'étend d'Azaz à Jarablus – se trouvant sous le contrôle de Daesh – passe aux mains du PYD-PKK, car c'est la seule partie de ses frontières avec la Syrie qui ne soit

pas contrôlée aujourd'hui par les forces kurdes. Ceci constituerait un obstacle majeur à sa domination (espérée) sur la zone sunnite, suite de la division de la Syrie.

La question de l'avion russe abattu relève bien entendu de l'incompatibilité des stratégies turques et russes, totalement opposées. Mais elle doit aussi être comprise comme des représailles contre les frappes aériennes russes sur les groupes djihadistes (al-Nusra, Ahrar al-Sham, djihadistes tchétchènes, marocains, ouïghours...) se trouvant dans cette zone sunnite. Représailles dont les retombées économiques ont probablement dû être mal calculées... De plus, la forte présence de « nos compatriotes » turkmènes dans cette région bombardée a bien sûr été l'objet d'une instrumentalisation nationaliste au niveau de l'opinion publique intérieure.

Comme dans l'exemple récent du déploiement de troupes turques près de Mossoul (profitant de la tension entre Barzani et le PYD), Ankara espère pouvoir se réimposer dans le chaos syrien par des démonstrations de force, après tous les revers essuyés. Et dans ce cadre, il compte sur ses alliés occidentaux, terrifiés par la crise migratoire et soucieux de contrôler le flux, pour fermer les yeux sur ses aventures militaires, de même que sur l'exacerbation des mesures antidémocratiques au sein même du pays.

*D'Istanbul, Uraz Aydin*

## GRANDE-BRETAGNE Bombardement de la Syrie et mouvement antiguerre



Samedi 28 novembre dans les rues de Londres. DR

*Malgré un mouvement grandissant d'opposition, mercredi 2 décembre, le Parlement britannique a voté en faveur du bombardement de la Syrie. Pourtant la situation n'est pas si simple pour les va-t-en guerre...*

Après le vote (397 pour, 223 contre), les médias ont ironisé sur le fait que 66 députés travaillistes, dont 11 membres du cabinet fantôme, avaient voté avec les conservateurs de Cameron contre l'avis de leur propre dirigeant, Jeremy Corbyn, et de la majorité de leur parti. violemment attaqué de toute part, il y aurait certes beaucoup à dire sur les forces mais aussi sur les faiblesses de Corbyn depuis qu'il a été élu à la tête du Parti travailliste, en particulier pendant cette séquence.

Mais, vu d'ici, ce qui frappe le plus dans cette affaire est plutôt le nombre de députés qui ont voté contre, 223 dont 153 travaillistes et tous les députés (54) du SNP, le Parti nationaliste écossais. Une semaine plus tôt, en France, seul 2 députés ont voté à l'Assemblée nationale contre la prolongation des bombardements, 4 Front de gauche s'abstenant... et 515 pour! Au Sénat, 325 ont voté pour, personne contre, avec l'abstention de 19 FdG et de 2 EELV.

Ces dernières années, le Parti travailliste n'a pas été particulièrement plus à gauche que le PS français. La différence tellement grande entre les deux partis sur la Syrie est en grande partie le reflet de l'opinion publique britannique qui est, elle, le reflet de la force du mouvement antiguerre au moment de la guerre contre l'Irak. Car son impact, même s'il est plus faible aujourd'hui, perdure encore.

## Souvenir de la guerre contre l'Irak

Après les immenses manifestations organisées par la coalition « Stop the War », dont celle de deux millions de personnes en février 2003, la déception de ne pas avoir pu empêcher la guerre était grande, et certains des participants ont conclu que tout cela n'avait servi à rien. Mais le mouvement s'est maintenu, ce qui fait que lors de l'attaque terroriste à Londres en 2005, beaucoup de gens ont pointé la part de responsabilité du gouvernement dans la mort des 52 personnes et ont résisté aux tentatives de stigmatiser les musulmans.

Huit ans plus tard, en 2013, Cameron a été humilié au Parlement lorsqu'une majorité de députés ont rejeté sa proposition de bombarder Assad après les attaques chimiques. Ce vote a été largement attribué au poids de l'opinion publique nourrie par le mouvement antiguerre.

Aujourd'hui, 75% des membres du Parti travailliste sont contre les bombardements, et dans l'ensemble de la population, après des semaines de débats et de manifestations, les sondages ne donnent plus que 48% en faveur des bombardements – en baisse par rapport aux 59% d'il y a un mois.

## Un mouvement antiguerre actif

En quelques jours, Stop the War a organisé deux manifestations : 5000 personnes le 28 novembre, puis 3000 le jour du vote. Dans une soixantaine de villes, il existe des groupes StW qui organisent toutes sortes d'activités, dont tout récemment l'interpellation active des députés travaillistes qui s'apprêtaient à voter en faveur des bombardements. Enfin, le mouvement est aussi présent dans les syndicats et dans les facs<sup>1</sup>. Le 27 février, une manifestation nationale est prévue contre le projet de dépenser 140 milliards d'euros sur le renouvellement des missiles nucléaires Trident. Corbyn, ainsi que le SNP, sont contre. Pour eux, ce sera un test, notamment lors du débat et du vote au Parlement. Mais quelle que soit leur attitude, sur le terrain le mouvement antiguerre britannique n'a pas dit son dernier mot.

*Ross Harrold*

<sup>1</sup> – Le site national de Stop the War: <http://www.stopwar.org.uk>

# LIBYE Nouveau front pour Daesh

*Au moins, l'ancien envoyé spécial des Nations unies Bernardino León aura réussi à fédérer tout le monde... contre son projet. Outre le Parlement de Tripoli et celui de Tobrouk – fait plutôt exceptionnel – les Touaregs et les Toubous qui s'affrontent dans l'Oubari se sont fendus d'une déclaration commune contre les propositions faites...*

La Libye n'a pas réellement de chance au niveau diplomatique. Victime d'un Sarkozy soutenant Kadhaï qui devient fan du belliciste Bernard-Henri Lévy, elle fut aux mains de Bernardino León qui, réputé pour être fin connaisseur du monde arabe, n'en est pas moins un affairiste qui a accepté un poste de consultant à 48000 euros par mois offert par les Émirats arabes unis, fervents partisans du Parlement de Tobrouk. Cela évidemment jette un doute sur l'impartialité de sa mission.

## Un pays fragmenté

La Libye souffre d'une politique de division tribale que Kadhaï a menée depuis des décennies. L'intervention militaire des forces françaises et anglaises en 2011 a empêché les combattants d'entamer un processus d'unification dans la lutte, d'autant que les puissances régionales, en soutenant les différents protagonistes, n'ont fait qu'accentuer la fragmentation du pays.

La Libye est composée de trois régions principales – la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan – dans lesquelles les tribus jouent



Des militants de l'État islamique défilent à Syrte, dans un document de propagande diffusé en février dernier. DR

un rôle politique important. À cela s'ajoutent les divisions religieuses et la prolifération d'une multitude de groupes armés bien décidés à préserver leur territoire et les profits qu'ils peuvent en tirer, que cela soit des dépôts d'armes, des ports, des installations pétrolières, ou des réseaux de contrebande.

## État des lieux

La capitale Tripoli est le siège du Congrès général national (CGN) soutenu par le Qatar et la Turquie. Fajr Libya, regroupement hétéroclite issu de la milice de Misrata, en

est sa colonne vertébrale. Le CGN est caractérisé comme islamiste. À l'autre extrême, au moins au niveau géographique, se trouve la Chambre des représentants (CDR), dit le Parlement de Tobrouk, appuyé par l'Arabie saoudite, Dubaï et l'Égypte, et reconnu par la communauté internationale avec un personnage clé, le général Haftar, ancien conseiller de Kadhaï tombé en disgrâce et qui a longtemps travaillé pour la CIA...

Daesh s'est peu à peu implanté sur le sol libyen à partir de 2014. Son fief se trouve dans la région

de Derna. L'État islamique aurait réussi à reprendre la ville de Syrte, perdue en août 2014.

## Un risque de déstabilisation

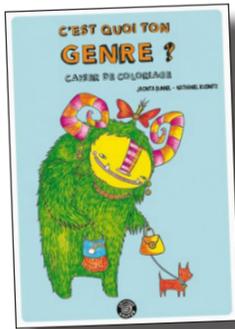
L'intensification des bombardements sur la Syrie et l'Irak pousse Daesh à ouvrir un troisième front en Libye, entraînant une inquiétude grandissante pour des pays comme le Niger ou le Tchad qui risquent d'être pris en tenaille entre les deux groupes de l'État islamique, celui de la Libye et Boko Haram au Nigeria. Après le dernier attentat, la Tunisie tente de contrôler sa frontière en creusant des tranchées. Quant à l'Algérie qui partage plus d'un millier de kilomètres de frontières communes, elle déploie une diplomatie intensive. Alger craint une intervention militaire demandée de plus en plus fortement par Le Drian qui relaie ainsi le lobby de l'état-major militaire français, ce qui risque de transformer la région en poudrière.

Les Libyens ont la possibilité d'éradiquer Daesh de leur pays, les populations de la ville de Syrte l'ont déjà prouvé, et une intervention militaire occidentale n'aurait qu'un effet contre-productif. En revanche, le processus d'unification nécessaire des forces libyennes exigerait que les forces régionales et occidentales cessent leur confrontation géopolitique sur le sol libyen, ce qui est loin d'être gagné.

*Paul Martial*

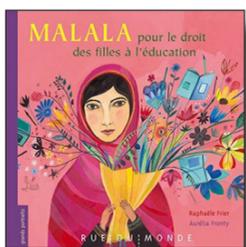
## ENFANTS ET GRANDS ENFANTS

**C'est quoi ton genre ?** Jacinta Bunnell et Nathaniel Kusnitz ∞ Éditions Goater, 2015, 8,90 euros



Des coloriages on en voit partout en ce moment, mais ceux-là ne sont pas comme on les attendait, et c'est une bonne chose ! Ils ne sont pas là pour nous détendre, pour penser à « autre » chose, mais pour repenser notre environnement. Tel est l'objet de ce cahier de coloriages, *C'est quoi ton genre ?* est une invitation à réfléchir sur les normes de genre, et de sexe et des tâches que l'on assigne à partir de ces postulats. À la liberté des dessins, accompagnés de textes explicatifs, s'ajoute la liberté de mettre les couleurs de son choix... qui sont aussi des marqueurs d'identité de sexe et de genre. Quoi de mieux donc pour un enfant que de se poser des questions, de prendre connaissance des différentes orientations ou identités possibles, et surtout de choisir ou pas comment il veut être ?

**Malala pour le droit des filles à l'éducation**, texte de Raphaële Frier, illustrations de Aurélie Fronty ∞ Rue du Monde, 17,50 euros



Un livre en plein dans l'actualité, une occasion encore d'en parler avec les enfants et d'ouvrir une page d'espoir. Malala Yousafzai, Pakistanaise de 11 ans en 2009, devient une icône des droits des femmes car, soutenue par ses courageux parents, elle défend publiquement son droit à l'éducation au moment où les talibans veulent le lui retirer et faire disparaître toutes les femmes de son pays sous la burqa. Elle devient une personnalité de premier plan via son combat, si efficace qu'elle fait peur aux lâches talibans qui tentent de l'assassiner. Soignée et réfugiée en Grande-Bretagne où elle continue ses études, Malala reçoit de nombreux prix, et en 2014 le prix Nobel de la Paix, consécration de son combat, malheureusement toujours d'actualité, pour l'éducation des filles. « *Un enfant, un professeur, un livre et un stylo peuvent changer le monde* », Malala.

**Une cuisine du monde pour les bébés**, textes de Judith Gueyfier, illustrations de Zaï ∞ Rue du Monde, 2015, 24,50 euros

En cette période où l'écologie nous sensibilise à la nécessité de « bien » se nourrir, pour être en bonne santé, et aussi garder la terre en bonne santé, voilà des outils pour que les enfants s'y mettent le plus tôt possible et pour les aider à



résister aux sirènes des fast-food et autres junk food. Chez Rue du Monde toute une collection de livres de cuisine thématiques, sur les fruits, les légumes, les épices, le chocolat, et cet automne un livre de cuisine qui permettra à toute la famille, avec l'aide des plus jeunes en marmittes, de découvrir le Natilla Pinacolada brésilien, l'omelette à la vapeur à la vietnamienne, ou les Köfte de lentilles rouges turques. Des proportions pour les tout-petits, et les explications pour transformer en plat familial. À table !

**Eux, c'est nous**, texte de Daniel Pennac, illustrations de Serge Bloch ∞ Gallimard, 2015, 3 euros

À l'initiative de Frédéric Lavabre, fondateur des éditions Sarbacane, une cinquantaine d'éditeurs jeunesse (Talents Hauts, Rue du Monde, Actes Sud junior, l'École des loisirs, Gallimard Jeunesse...) ont décidé pour la première fois de s'associer pour publier le 20 novembre (date symbolique de la Journée internationale des droits de l'enfant) ce petit livre qui réaffirme « des valeurs fortes d'accueil et de solidarité à l'égard des réfugiés, et explique à notre public – les enfants, les jeunes lecteurs et les adultes qui les entourent – les fondements et les enjeux de cette actualité ».

Au vocabulaire de la peur et du racisme dont abusent les Valls, Le Pen et consorts (« *exode, masses, hordes, déferlement, multitude, invasion* »), Daniel Pennac oppose les réalités chiffrées (depuis 2004, seuls 200 000 immigrés, soit 0,3% de la population française, se sont installés) et les portraits de ces gens « *qui pourraient être moi, toi, vous. Nous. Mais qui sont eux* ». Il rappelle que tous ceux que nous avons su accueillir par le passé (Arméniens en 1915, Espagnols, Italiens, Polonais des années 30, Portugais des années 50, Maghrébins et Africains dans les années 60, Chiliens et Argentins dans les années 70...), « *tous ces réfugiés du 20<sup>e</sup> siècle, jugés chaque fois trop nombreux, font, avec nous, la France d'aujourd'hui* ». Jessie Magana et Carole Saturno précisent les notions avec un lexique sous forme d'acrostiche autour des huit lettres du mot « réfugiés » (Réfugié, Étranger, Frontière, Urgence, Guerre, Immigration, Économie, Solidarité) et le dessinateur Serge Bloch apporte la simplicité et la puissance de son trait.

Tous ont travaillé bénévolement, et via le Fonds de dotation du Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil visant à financer et mettre en œuvre des actions de démocratisation de l'accès au livre, l'intégralité des ventes sera reversée à la Cimade qui œuvre depuis 1939 auprès des réfugiés et des

demandeurs d'asile. Court, efficace, ce livre d'utilité publique s'ouvre par ces mots : « *Si un homme, une femme, un enfant souffrent et que personne ne veut les secourir, vous entendrez tout. Toutes les excuses, toutes les justifications, toutes les bonnes raisons de ne pas leur tendre la main. Dès qu'il s'agit de ne pas aider quelqu'un, on entend tout. À commencer par le silence* »...

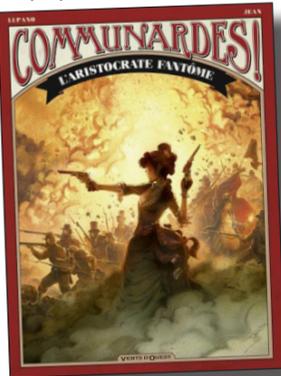
**Contes et légendes**, Louise Michel ∞ Noir et rouge, 2015, 10 euros

Parus à son retour de déportation en 1880, les *Contes et légendes* de l'institutrice communarde Louise Michel, fondatrice de plusieurs écoles dans les années 1850-1960, bannie en Nouvelle-Calédonie en 1873, renouent avec le Livre du jour de l'an, déjà écrit pour les enfants en 1872. Ces récits pédagogiques et politiques, à rebours de la conception alors dominante de l'enseignement de l'histoire incarnée par Lavisée centrée sur les « héros » nationaux et leurs hauts faits, s'attachent à restituer l'histoire des humbles et des oubliés de l'histoire. Celles et ceux qui ont connu un « *accident moral ou physique* », la « *pression des persécutions* », des « *êtres tellement disgraciés de la nature, tellement étranges à voir ou à entendre, que leur seul aspect est un sujet de tristes études pour les uns, de folles moqueries pour les autres* ». Avec pour seule morale de ne se « *moquer jamais des fous ni des vieillards* », ces contes jouent à renverser les hiérarchies sociales en raillant la cupidité des grands, comme dans « *la famille Pouffard* », tandis que les petits, la vieille Chéchettes, Marthe ou le père Rémy, se font les porte-voix de la nécessité de changer la société.



## NOS CHOIX

BD **Communardes! L'aristocrate fantôme**, Wilfrid Lupano et Anthony Jean ∞ Vents d'Ouest, 2015, 14,50 euros



*Communardes!* est un triptyque consacré au rôle majeur des femmes sous la Commune qui explore la diversité de leurs origines sociales, chaque album – indépendant des autres – présentant un personnage-type illustré par un dessinateur différent. Après le premier tome centré sur le siège de Paris par les Prussiens (et le troisième qui portera sur la Semaine sanglante), ce deuxième volet retrace le parcours d'Élisabeth Dimitrieff, jeune aristocrate russe

## SOLSTICE D'HIVER 2015



# SANS TOMBER DANS LE CONSUMÉRISME !

Dossier réalisé par les libraires de La Brèche

déléguée à Paris en 1871 par Marx et le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs (fondée à Londres en 1864). Militante des cercles socialistes de Saint-Petersbourg, fondatrice de la section russe de l'Internationale ouvrière en Suisse (où elle émigre en 1868), elle deviendra à Paris, au bout d'une semaine et à vingt ans seulement, membre du comité central du premier mouvement féministe européen, l'Union des femmes pour la défense de Paris et l'aide aux blessés (fondée le 11 avril 1871). Proche de Benoît Malon (délégué au travail de la Commune) et de Léo Frankel (membre de la Commission du travail, de l'industrie et de l'échange), elle prendra une part active à l'organisation d'ateliers coopératifs de femmes, ainsi qu'aux combats du Faubourg Saint-Antoine et de la Semaine sanglante. Réfugiée en Russie, elle sera condamnée à la déportation par contumace en octobre 1872. C'est sous son nom (« Cercle Élisabeth Dimitrieff ») que se regroupèrent dans les années 1970 des militantes du féminisme et de l'autogestion.

TÉMOIGNAGE **Le rat empoisonné**, Jean-Marc Rouillan ∞ Al Dante, 2014, 15 euros

Sortir de prison ? S'en sortir enfin ? Notre ami Jean-Marc nous montre dans ce troisième tome de son autobiographie que la société carcérale se prolonge dans la vie civile. C'est un peu la double peine, celle qu'aucun jugement ne prononce mais qui s'applique implacablement. Comme si les années passées en taule devaient se prolonger indéfiniment de tracasseries en interdictions pures et simples. L'occasion pour l'auteur de juger cette société dont il fut mis au ban 25 ans durant. Du coup, il nous dévoile sa conception de la littérature, de la militance, de l'engagement politique radical contre l'oppression. Il accuse le



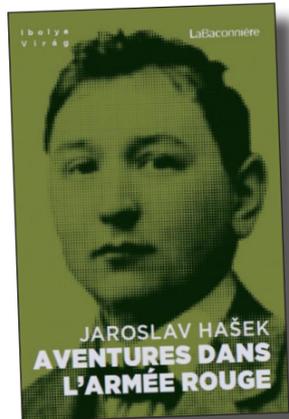
système carcéral d'être un système mortifère au sens premier du mot – qui porte la mort, qui assassine, qui conduit au suicide au vu et au su de tous – mais dont la société, entendez tous les métiers qui interviennent dans le monde carcéral, ne veut pas parler, dévoiler, ou pire verbaliser. De nouveau pourquoi attendre que notre société génère autre chose que la liquidation de ses prisonniers ? Liquidation délibérée qui prend aussi la forme du passage de l'individu, avant, pendant et après la prison. Merci Jean-Marc pour ce dernier livre, tant la littérature pour toi doit coïncider avec l'expérience vécue de la lutte. Hasta la victoria !

LIVRE D'ART **Les murs révoltés. Quand le street art parle social et politique**, Yann Tessier et Stéphanie Lemoine ∞ Éditions Alternatives, 2015, 25 euros

Spécialistes du graffiti et de l'art urbain, les auteurs présentent le travail de plus d'une cinquantaine d'artistes parmi les plus engagés du street art (Abraham Clet, Arnaud Puig, Beau Soir, Dimitri Taxi, Elis, Indigo, Jo Di Bona, Mark Jenkins, Miss-Tic, Monsieur Qui, Pang, Radak, Rero, Speedy

## D'HIER A AUJOURD'HUI

**Aventures dans l'Armée rouge**, Jaroslav Hasek ∞ La Bacconnière, 2015, 8 euros

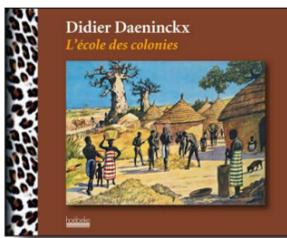


On est là dans du lourd, du vécu et pour cause, l'auteur a été déserteur en pleine guerre mondiale. Il a rejoint l'Armée rouge en 1918 où il assurait la fonction de commissaire politique sur le front Est. Eh bien non, ce n'est pas ce que vous croyez, encore une ode au bolchevisme triomphant... Tout le contraire, on est en plein délire, en pleine célébration du grotesque, au pays d'Ubu-roi. Le livre est hilarant, truffé de détails incongrus, de

situations burlesques. Ainsi ça pouvait être aussi ça, la révolution bolchevique ? Oui, une préfiguration de la dégénérescence stalinienne mâtinée de stupidités impériales. Et dire que nous avons affaire ici à un vrai document d'archive... Heureusement que Lev Davidovitch veillait au grain !

**L'école des colonies**, Didier Daeninckx ∞ Hoëbeke, 2015, 27,50 euros

Entamée avec *Cannibale* (sur l'Exposition de 1931) et *Meurtres pour mémoire*, Didier Daeninckx poursuit son étude du fait colonial dans ce superbe ouvrage construit autour de la correspondance fictive de cinq instituteurs en poste entre 1945 et 1955 en Algérie, à Madagascar, au Congo, au Vietnam et en Nouvelle-Calédonie, abondamment illustrée de documents d'époque – manuels scolaires, photos, cartes et planches pédagogiques qui tapissaient les murs des écoles d'Afrique subsaharienne, d'Asie, d'Océanie, des Antilles et du Maghreb (le deuxième empire colonial mondial, 11 millions de kilomètres carrés, 48 millions d'habitants). À rebours du mythe des bienfaits de la colonisation en matière scolaire,



on découvre que le très peu d'élus « indigènes » à l'éducation (un taux de scolarisation moyen autour de 5%), en plus d'être exclus des bureaux de vote, soumis à un impôt de capitation, au travail forcé, à des amendes, sont aussi privés de leur histoire et de leur langue, formatés pour devenir une main-d'œuvre docile et de la chair à canon et surtout pas des êtres pensants aptes à remettre en cause une représentation du monde où « chacun devait rester à sa place, dans sa classe et sa race » : « Le savoir transmis était celui de la stigmatisation, de l'infériorisation de ceux auxquels on s'adressait ». L'apprentissage de la langue est un élément clé de cette politique d'« assimilation » et de francisation des autochtones : « En entrant à l'école, on pénétrait en territoire linguistique français sous peine de punition ». En métropole comme dans les colonies, « on a

du mal à imaginer la puissance et la multiplicité des canaux utilisés pour formater les esprits », présenter l'expansion coloniale comme une nécessité économique et humanitaire, les Savorgnan de Brazza et autres Lyautey comme des « pacificateurs », le statut inégalitaire de l'indigénat comme une évidence, cela malgré la devise républicaine... En témoignent le cinéma, la chanson, les objets du quotidien, le succès du *Tour de France par deux enfants*, manuel hiérarchisant « quatre races d'hommes », vendu entre 1877 et les années 1950 à huit millions d'exemplaires...

La carte des taux de scolarisation « indigène » laisse ainsi entrevoir une hiérarchie raciale qui place l'Asiatique au-dessus de l'Arabe et du Noir : la scolarisation est plus importante qu'ailleurs au Vietnam tandis que nombre d'écoles en Afrique subsaharienne sont en fait des lieux de production qui dérogent au code du travail, employant des enfants de 10-12 ans à des tâches de jardinage, maraîchage, irrigation... Entre 1830 et 1945, l'école française a formé parmi la population autochtone algérienne dix professeurs du secondaire, quarante médecins,

trois ingénieurs... Dernier échelon de l'humanité, voire chaînon manquant entre l'homme et l'animal, Kanaks et Guyanais sont parmi ces « millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme » (Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme* de 1955).

À la question de savoir ce qu'il reste de cette doctrine pédagogique coloniale, Daeninckx répond en souriant : « *Nadine Morano !* », c'est-à-dire cette essentialisation et cette infériorisation des cultures autres dont l'auteur (né en 1949) a lui-même subi les stéréotypes sur les bancs de l'école. Il raconte ainsi avoir reçu pour son certificat d'études, en 1962, une encyclopédie présentant la Nouvelle-Calédonie comme un territoire « habité autrefois par des sauvages et aujourd'hui civilisé ». L'absence réelle de déconstruction de ce discours malgré la décolonisation expliquant sans doute le retour en force de cet impensé dans le débat politique, Daeninckx rappelle utilement que l'« assimilation », terme historiquement daté, était conçue comme la troisième phase de la colonisation après la « conquête » et la « pacification ».

## D'ICI ET D'AILLEURS

**Afro! 110 portraits**, Rokhaya Diallo et Brigitte Sombié ∞ Les Arènes, 2015, 19,80 euros

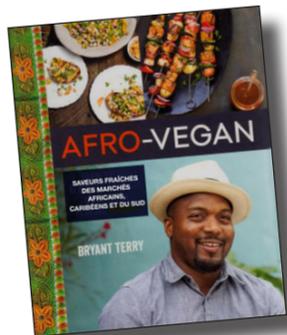


Le « Nappy Hair » c'est quoi ? Contraction en anglais de naturel et heureux, il s'agit d'un mouvement afro-américain initié il y a quelques années pour célébrer le cheveux crépu et frisé. Les auteurs de ce livre explorent la question de la discrimination... qui passe aussi par la coupe de cheveux ! Rappelez-vous d'Aboubakar Traoré, un steward qui travaillait pour Air France, sommé de porter une perruque parce qu'il arborait des tresses africaines. Objet d'exclusion, de conflits, de marginalisation des normes esthétiques dictées par un modèle occidental-centré, c'est à travers 110 portraits que la photographe Brigitte Sombié nous livre la beauté d'individus bien dans leur peau. Les histoires rapportées par les nombreux entretiens de Rokhaya Diallo nous relatent les relations complexes entre volonté individuelle ou politique d'être accepté pour qui on est, et la manière dont chacun s'accommode – ou pas – des pressions sociales, en l'occurrence celles du cheveu lisse. Le portrait de Kalid Bazi est assez explicite à ce sujet : « Mes cheveux sont une réaction à ce climat particulier, nourri par les médias qui me mettaient dans la tronche que j'étais un terroriste potentiel ». Il est donc plus que

jamais d'actualité de reconnaître comment les personnes victimes de racisme le vivent au quotidien, et comment le racisme crée un rapport différent au monde et à l'esthétique. Les différents témoignages qui se livrent à nous sont à ce titre précieux.

**Afro-végan**, Terry Bryant ∞ Éditions l'Âge d'homme, 2015, 24 euros

Engagé dans les luttes pour une alimentation plus saine, le chef cuisinier Terry Bryant nous livre un ensemble de recettes riches et ingénieuses. *Afro-végan* est un livre engagé à plusieurs titres, d'abord parce qu'il explique comment accéder à des produits sains et locaux grâce à l'action locale et collective. Cette question est particulièrement aiguë aux États-Unis où l'accès à une alimentation saine est loin d'être évidente, car l'industrie agro-alimentaire et le règne des aliments



tout prêts et transformés prend le pas sur les fruits et légumes. D'ailleurs, ils coûtent plus cher que des plats préparés, privant ainsi les classes sociales les plus défavorisées, une situation pas si éloignée de la nôtre en France. A cela s'ajoute la question du racisme, car les communautés afroaméricaines souffrent particulièrement de cette aliénation alimentaire : rares sont les marchés dans les quartiers populaires... D'où l'importance que l'auteur accorde à l'histoire et à la richesse des cuisines de la diaspora africaine, retraçant ainsi l'origine

et l'histoire des recettes proposées. Son succès aux États-Unis, à l'heure où « Les vies noires comptent », témoigne d'une volonté de réappropriation de la cuisine végane par et pour les Noirs. Enfin, ce livre est une exceptionnelle odyssée historique et culinaire, à travers les origines oubliées de la cuisine afrocaribéenne.

**Le Livre de Handala**, dessins de Naji Al-Ali ∞ Scribest, 2015, 19,50 euros



C'est avec joie que nous accueillons la réédition du livre des dessins de Naji Al-Ali. Il fut le premier caricaturiste assassiné pour ses dessins à Londres, et sa plume a toujours été du côté des opprimés. Réfugié palestinien, il fut expulsé enfant de sa terre natale dont il portera les espoirs de libération contre l'occupation sioniste. Rares sont les dessinateurs de presse capables de traduire le sentiment d'oppression, de tristesse d'une manière aussi merveilleuse et poétique. L'une des géniales inventions d'Al-Ali est le personnage de Handala, un enfant réfugié qui devient un personnage récurrent dans ses illustrations. Il aura toujours 10 ans, l'âge de son expulsion de Palestine, et il est représenté le dos tourné. Al-Ali le décrit ainsi : « Ses cheveux sont ceux du hérisson qui utilise ses épines comme arme. Bien qu'il soit rude, il a l'odeur de l'ambre. Ses mains, toujours derrière son dos, sont le signe du rejet des solutions porteuses de l'idéologie impérialiste et sioniste. Au début il était un enfant palestinien, mais sa conscience

s'est développée pour devenir celle d'une nation puis de l'humanité dans sa totalité ».

**Je soussigné**, Mahmoud Darwich, Ivana Marchalian ∞ Actes Sud, 17 euros

Ce livre d'entretiens de Mahmoud Darwich a été publié, en arabe, à sa demande 5 ans après sa mort. Le voici enfin dans sa traduction en français agrémenté de photos du poète en exil à Paris, et du manuscrit original en arabe. La journaliste Ivana Marchalian nous raconte dans une introduction ses liens avec le poète, drôles, poétiques et riches en saveurs. Elle évoque ces moments avec une fine précision au point où, dans l'appartement parisien du poète, l'évocation du mélange entre la cardamome et l'odeur du café crée une atmosphère intimiste et familière dans laquelle nous avons entièrement notre place. Les questions qu'elle pose ouvrent l'appétit de découverte ou de relecture des œuvres qui



ont jalonné le parcours mouvementé d'un poète qui est, comme ses concitoyens palestiniens et de la région, riche en identités multiples – comme en témoigne aussi l'héritage arménien de la journaliste – mais qui partagent l'espoir d'une libération commune, entre évocations d'exil et de villes assiégées. Ce livre court est l'une des plus belles introductions à la poésie de Mahmoud Darwich.

# COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

# librairie

★ la-breche.com

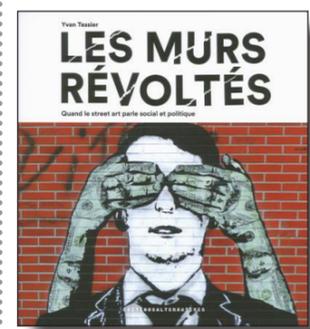
27 rue Taine 75012 Paris

contact@la-breche.com – Tél. : 01 49 28 52 44

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Cette année, il faudra mettre vos souliers dans la cheminée, ne pas rater la messe de minuit, et préparer la dinde aux marrons... Cette année est une année spéciale, une année dont on se souviendra : notre sécurité n'est assurée que par la mainmise, on pourra enfin se goinfrer tranquille sans arrière-pensées propres à gêner le plaisir... Sauf si certains mauvais coucheurs parmi vos proches, passés par la librairie La Brèche, ont mis votre nom sur un cadeau, histoire de vous expliquer la vie, l'amour, la révolution... Encore un livre, encore une prise de tête et plus il faudrait dire merci ? Dire que le donateur en intentionné a dû s'y prendre à l'avance pour commander à sa librairie favorite, calculer les délais pour la mise sous le sapin, passer sa commande par mail ou par un coup de téléphone, ou même choisir et payer en ligne sur le site de la librairie. Il est vrai que les frais de port sont gratuits dès 50 euros d'achat ou très faibles en dessous (3 euros) mais que sauf imprévu, type état de siège, mobilisation générale, insurrection ou pandémie, les délais de livraison n'excèdent pas une semaine. Alors pourquoi hésiter ?

Graphito, Zoo Project...), « principal mouvement artistique émergent de ces trente dernières années », art



« manifeste » dont l'on trouve les œuvres les plus politiques dans les banlieues, à proximité des squats et des ateliers d'artistes. D'Athènes à Lisbonne, de Marseille à Barcelone, de Rome à Vitry en passant par Paris, cette critique sociale et politique mondialisée manie aussi bien la subversion que l'humour, la dérision et l'indignation. « Au-delà de leur application à dénoncer la « fabrique du consentement », ces détournements artistiques participent aussi d'un mouvement de reconquête de l'espace public, que beaucoup décrivent comme menacé. »

## AUTOROUTES

## Un gouvernement de menteurs



La voie royale des profits. PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

L'année prochaine, les péages d'autoroute vont augmenter en moyenne de 1,13 %, soit bien plus que la hausse des prix prévue. Les usagers vont continuer à payer... et les capitalistes à encaisser.

En 2014, plusieurs rapports avaient dénoncé les surprofits des sociétés d'autoroutes. La privatisation des autoroutes, construites avec l'argent des contribuables, avait été réalisée pour l'essentiel par la droite (mais engagée au début des années 2000 par la gauche). Dans différentes régions, les usagers s'étaient mobilisés contre la hausse des tarifs. Le scandale était tel que des députés PS avaient évoqué la résiliation des concessions des sociétés privées. En 2015, les tarifs avaient été gelés, puis le gouvernement s'est lancé dans une vaste opération de communication : la résiliation des concessions coûterait cher (car bien sûr, pour ce gouvernement, il est hors de question de ne pas indemniser grassement les sociétés) mais un dispositif de contrôle des tarifs allait être mis en place : on allait serrer la vis aux concessionnaires des différents réseaux. Tout ça n'était que du vent, comme le montrent les hausses supérieures à l'inflation désormais annoncées et programmées jusqu'en 2023.

## «Opération d'enfumage»

Tout à sa soumission aux groupes capitalistes, ce gouvernement n'hésite pas à mentir y compris à sa propre majorité. Comme l'a déclaré au *Parisien* du 2 décembre Jean-Paul Chanteguet, député PS : « On a tenté de nous faire croire en avril 2015 que les sociétés d'autoroutes ne continueraient pas à se gaver à travers des augmentations permanentes et substantielles des péages. Nous constatons aujourd'hui qu'il n'en est rien. Il fallait être naïf pour ne pas croire à une hausse des péages et accorder un quelconque crédit à cette opération d'enfumage dont l'objectif était de mettre un point final à ma tentative de remise à plat des contrats de concessions. »

Mardi 2 décembre, Ségolène Royal, qui assure la tutelle des transports, a déclaré qu'elle n'était pas au courant de ces autorisations de hausse données par son propre ministère. La ficelle est tellement grosse que tous les journaux ont fait remarquer que c'était impossible car les nouvelles règles avaient été publiées au *Journal officiel* du 23 août... avec notamment la signature de Ségolène!

Henri Wilno

## EDF Du danger d'être « branché »

D'après plusieurs années de gestation, le compteur électrique Linky va arriver chez nous dès la fin de l'année. D'ici 2021, nos «vieux» compteurs seront remplacés par des compteurs «intelligents»...

Un beau cadeau pour ERDF qui, avec la suppression de 5000 emplois sur les 8000 techniciens « clientèle », vise une économie qui doit lui permettre de rembourser les 5 milliards d'euros que va coûter le déploiement de Linky. Et



Mêmes lignes, nouveaux compteurs... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

donc pas un sou d'économie pour l'utilisateur. L'installation ainsi que la maintenance sera assurée par des sous-traitants, non

agents EDF. Fini les interventions, modifications de contrat, avec contact humain ; fini les possibles négociations pour éviter les coupures de courant.

La gestion et le contrôle des consommations se fera quasiment en temps réel et a surtout comme finalité pour ERDF de prévoir, de réguler la consommation, et surtout de faire varier le prix de l'électricité en fonction des horaires, jours, saisons. Des masses d'offres commerciales alléchantes en perspective.

## Coûteux... et dangereux ?

Le contrôle par le consommateur sera payant et obligera à avoir un ordinateur. Mais toutes ces informations et riches échanges se

feront par l'intermédiaire de nos lignes électriques avec un courant porteur en ligne, qui émettra des radio-fréquences qui circuleront dans tous nos réseaux électriques. Sans risques ? En Indre-et-Loire, département « test », près de 20 % des usagers se sont plaints de dysfonctionnements. Quant au risque sanitaire, ERDF assure qu'il n'y en a pas. En désaccord avec le CRIREM (centre de recherche et d'information indépendant sur les rayonnements magnétiques) qui affirme le contraire et demande une suspension du déploiement des compteurs, en attendant une expertise digne de ce nom. Et GDF devrait suivre avec le compteur Gaspar... Robert Pelletier

## AIR FRANCE

## Une double résistance à consolider

Le mercredi 2 décembre comparaissaient devant le tribunal de Bobigny les salariés accusés d'avoir participé aux événements aboutissant à l'arrachage de la chemise du DRH. Le tribunal a renvoyé l'affaire au 27 mai, sûrement sur consignes d'en haut, pour essayer de faire retomber la mobilisation.

Le même jour se tenait, malgré l'interdiction de manifester due à l'état d'urgence, un rassemblement appelé par l'intersyndicale Air France, qui regroupe la totalité des syndicats de pilotes, hôtesses et stewards, et pour le sol, CGT, FO, UNSA et SUD Aérien. Un rassemblement auquel avait aussi appelé la confédération CGT à l'occasion de sa journée nationale d'action contre la répression, ainsi que Solidaires et FO 93.

## Rassemblés contre la répression

Plusieurs milliers de salariéEs étaient présents, dont une délégation remarquée de la CGT Seine-Maritime, 300 participantEs, démontrant que lorsque l'on veut mobiliser, les possibilités existent. De nombreuses interventions syndicales, du président du principal syndicat de pilotes SNPL à Martinez, le secrétaire général de la CGT, et Verneine Angeli pour le bureau national de Solidaires.

Les politiques de la gauche radicale étaient là, de Nathalie Arthaud à Jean-Luc Mélenchon, en passant par Clémentine Autain, Éric Coquerel et bien entendu Philippe Poutou, Christine Poupin et Olivier Besancenot qui a pris la parole pour le NPA et a été très applaudi.

Un succès militant qui montre les possibilités, mais essentiellement avec la participation uniquement des équipes militantes, y compris pour Air France.

## Amplifier la mobilisation contre les arnaques de De Juniac

Le lendemain, se tenait un sit-in à l'intérieur du siège d'Air France appelé par l'intersyndicale. Là aussi, ce sont surtout les équipes militantes qui se sont rassemblées, avec une centaine

de participantEs, mais cela s'est transformé avec succès en assemblée de débat, où pour la première fois, les militantEs de terrain ont pu voir et entendre les différents intervenants de l'intersyndicale, et en mesurer l'évolution. N'oublions pas qu'il y a 6 mois seulement, la grande majorité des syndicats rencontraient la direction séparément, sans aucune unité, voire en acceptant la fiction d'un Air France au bord de la faillite qu'il faudrait sauver par des sacrifices...

Depuis le « choc » des images du 5 octobre et la fuite de la direction des ressources humaines, la direction n'a pas changé de stratégie. Elle a reporté les échéances à fin mars et essaie toujours de diviser les personnels, en opposant les catégories et en désignant toujours les navigants comme ayant à faire des sacrifices (travailler beaucoup plus pour le même salaire)... avec en réserve aussi plusieurs milliers de suppressions d'emplois dans la foulée, et un chantage à la diminution du nombre d'avions, cela dans un transport aérien en pleine expansion.

L'intersyndicale tient bon, et l'heure est à étendre la mobilisation, en organisant sur tous les secteurs des débats et rassemblements où l'on fasse se rencontrer des délégations des différentes corporations, pour poursuivre ce travail de réunification des salariéEs, afin qu'ils prennent en main leur lutte avec l'intersyndicale.

## ARBRE DE NOËL À AIR FRANCE



CHARMAG

## La direction maintient la répression, maintenons la pression !

Au final, un jeudi 3 décembre assez réussi, avec l'image d'une assemblée générale en plein cœur du siège Air France, une direction de l'entreprise invisible dans les couloirs, et qui a tenu le lendemain un nouveau comité central d'entreprise... dans un grand hôtel en plein Paris, sous escorte de vigiles, et sans aucune nouvelle annonce.

En attendant, la direction maintient la répression : les 5 salariéEs (4 du cargo et 1 de la maintenance, tous syndiqués à la CGT,) sont licenciés sans attendre le résultat du procès et sur la base d'images

qui ne montrent pas grand-chose, deux pilotes du syndicat Alter (Solidaires) sont aussi sous la menace d'un conseil de discipline pouvant aller au licenciement pour avoir ouvert une porte à des manifestants (tout un symbole!). Une direction d'Air France – avec son président De Juniac – grandement discréditée, une intersyndicale qui tient le coup et progresse, des salariéEs mécontents, et cinq qui se retrouvent au chômage, annonceurs des milliers de suppressions d'emplois si la mobilisation ne gagne pas. Il y a du pain sur la planche... et beaucoup de raisons d'espérer. Mais la lutte sera dure.

Correspondant

## LA POSTE

## Petits pas en direction d'une mobilisation nationale

La Poste n'a pas connu de grève nationale massive (en dehors des mobilisations interprofessionnelles de 1995 ou 2010) depuis les années 70. Cependant, les grèves locales sont très nombreuses mais très dispersées. Le fruit de la grande différenciation des conditions de travail... mais aussi de l'adaptation des organisations syndicales à cette fragmentation de la condition des postiers.

Les mois de novembre et le début du mois de décembre voient à nouveau de nombreuses grèves de postiers se déclencher : préavis dans la Drôme-Ardèche-Loire du 9 au 12 décembre, grève dans le Creillois depuis fin novembre, grève à Neuilly-sur-Seine depuis le 29 octobre, 50 jours de grève à Étampes...

## Une opportunité de taper sur le même clou

Parmi ces différentes grèves ou préavis de grève, le thème revendicatif qui revient le plus souvent : le paiement de la distribution par les facteurs des professions de foi pour les élections régionales (les fameux « plis électoraux »). La Poste a reçu une dotation de 60 millions d'euros de l'État pour leur distribution... mais elle ne rémunère pas la

# AP-HP Pour l'intersyndicale, un pas en avant, deux pas en arrière!

Face à l'instauration de l'état d'urgence, l'intersyndicale emmenée par SUD et la CGT exigeait du directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris un moratoire sur la mise en œuvre du protocole qu'il a signé avec la CFDT, syndicat minoritaire...

Ce protocole est combattu depuis le mois de mai dernier par des dizaines de milliers d'hospitaliers qui ont fait grève et ont marché vers le ministère de la Santé et l'Élysée. En septembre encore, plusieurs milliers d'entre eux/elles bloquaient le centre de Paris, installant rue de Rivoli un hôpital de campagne quand d'autres allaient jusqu'à Opéra faire entendre leurs revendications. Dans le même temps, l'intersyndicale acceptait l'interdiction de la manifestation prévue le 17 novembre. Profitant de la situation, Hirsch convoque les instances représentatives du personnel dès la semaine suivante. L'occasion est saisie par l'intersyndicale de renouveler ses exigences en envahissant la salle de réunion, l'obligeant à un nouveau report. L'intersyndicale dénonce le cynisme du patron de l'AP-HP, alors que libertés publiques et syndicales sont muselées depuis l'annonce de l'état d'urgence, au lendemain de la tragédie du 13 novembre. Le 30 novembre, Hirsch ne s'oppose pas à la demande des représentantEs du personnel au CHSCT central d'une expertise indépendante pour évaluer l'impact de sa réforme sur les conditions de travail des agents de l'institution. Mais il est pris au dépourvu, lorsque les membres du CHSCT, rejoints par les éluEs du personnel, décident d'occuper les lieux et de n'en sortir qu'après l'engagement écrit du directeur général d'en suspendre la mise en œuvre. Le jour même, les syndicalistes adressent un courrier à Hollande, pour lui rappeler la qualité et la force du service public, notamment hospitalier, dans la prise en charge des victimes des attentats du 13 novembre, et exiger que toute politique austéritaire soit abandonnée. Et au-delà, que les belles paroles de reconnaissance de Hollande se traduisent en moyens budgétaires et en embauches à la hauteur des besoins de la population.

## Suspension... de l'occupation

Le 1<sup>er</sup> décembre au matin, après une nuit d'occupation, Hirsch s'engage à ce que l'application de sa réforme n'intervienne qu'à l'issue de la consultation des instances représentatives du personnel, au retour d'expertise, et qu'il reporte de fait sa mise en œuvre au niveau local. Pour autant, la «suspension de la réforme (...) pour toute la durée de l'état d'urgence» reste au centre de la mobilisation des occupantEs qui vont passer une seconde nuit au siège de l'AP-HP.



Attention Hirsch est dangereux! DR

L'intersyndicale a repris la main, Hirsch est coincé.

Mais le mercredi 2 décembre en fin de matinée, SUD et CGT s'accordent pour mettre fin à l'occupation du siège de l'AP-HP et présentent comme une première victoire le respect par Hirsch des procédures réglementaires liées à la mise en œuvre de l'expertise demandée par Le CHSCT central. Ce revirement témoigne du refus d'aller à la confrontation avec la direction de l'AP-HP, et derrière elle avec le gouvernement.

Ce positionnement n'est pas nouveau de la part des directions de ces organisations, et on peut penser qu'il s'est renforcé à la veille des élections régionales, avec la présence sur la liste du Front de gauche de responsables syndicaux impliqués dans cette mobilisation. Une liste «sans compromis qui revendique son indépendance totale du PS» telle qu'elle se définit... mais pour affirmer aussitôt qu'«elle devra sans doute s'allier avec le parti du gouvernement au second tour pour tenter de conserver la région».

Preuve est faite encore une fois que les hospitaliers, comme tous les salariéEs, ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour mettre en échec la politique de Hirsch et de ce gouvernement.

CorrespondantEs

## PORT DE GENNEVILLIERS (92) Troisième semaine de grève à Geodis

Les grévistes organisés avec la CGT restent déterminés à obtenir 200 euros d'augmentation pour les plus bas salaires, une prime de 600 euros et l'embauche des intérimaires. Ils sont motivés par la révélation des 5,3 millions de bénéficiaires nets réalisés l'an dernier sur cette plateforme.

Le patron n'a pourtant pas lésiné sur les moyens pour briser cette grève. Il a obtenu du TGI de Nanterre la levée du blocage des camions aux portes, après avoir beaucoup



En début de grève, ça ne rentrait pas... DR

Les 50 grévistes, la quasi-totalité des salariés travaillant au chargement et déchargement des camions, continuent de paralyser la plateforme la plus rentable du premier groupe de transport routier en France (voir *L'Anticapitaliste* n°314).

dépensé en frais d'huissier. Le préfet a fait immédiatement exécuter cette décision, avec une intervention de la police qui a fait un blessé chez les grévistes.

### Amer constat...

Mais mauvaise surprise pour la direction, la grève continue et la plateforme ne fonctionne toujours pas. Quelques employés de bureau et maîtrise réquisitionnés par la direction ne peuvent traiter les 60 000 colis qui le sont en temps habituel. Amer constat pour ce patron : les soutiers, méprisés

et sous-payés, sont indispensables pour faire tourner leur affaire.

Deuxième manœuvre d'intimidation : envoi de 5 convocations à «entretien préalable à sanction pouvant aller jusqu'au licenciement». Un délégué CGT est dans le lot. Cette manœuvre a échoué, et la grève a passé un nouveau week-end!

La solidarité locale s'organise : visites, apports de collectes aux grévistes qui campent devant le site... Ce lundi 8 décembre, la direction a enfin ouvert des négociations. Affaire à suivre.

Correspondant

## TEFAL Une condamnation scandaleuse

Le verdict est tombé le 4 décembre : l'inspectrice du travail de Tefal et le salarié qui avait révélé les pressions exercées par l'entreprise pour obtenir sa mutation ont été condamnés par le tribunal d'Annecy à une amende de 3 500 euros avec sursis.

Is devront en outre verser 1 euro symbolique à Tefal et payer les frais de justice engagés par l'entreprise, et subir l'inscription de la peine à leur casier judiciaire.

Le lanceur d'alerte est condamné pour détournement de courriels internes prouvant les pressions, et l'inspectrice du travail pour violation du secret professionnel et recel. Il lui est reproché d'avoir transmis aux syndicats du ministère du Travail les courriels, et de les avoir utilisés pour dresser un procès-verbal d'obstacle à ses fonctions.

Un prétexte qui dissimule le fond de l'affaire : Tefal a mobilisé tous les relais locaux du patronat et de l'État (Medef, préfecture, RG, parquet, direction départementale du travail) pour faire taire la fonctionnaire qui, en demandant la renégociation de l'accord d'entreprise sur le temps de travail ou la mise en place d'une hotte aspirante pour assurer la protection des travailleurs contre l'inhalation de produits chimiques, avait simplement cherché à faire appliquer le droit du travail. Le procureur d'Annecy avait alors étalé toute sa morgue de classe : classant sans suite le procès-verbal accablant Tefal, il poursuivait le salarié et l'inspectrice, y voyant l'occasion de «faire le ménage» à l'inspection du travail!

### Un signal donné

L'issue de ce procès à front renversé a créé un choc énorme. Le signal est donné au patronat qu'il est possible d'obtenir la condamnation pénale des agents de l'inspection du travail, les agents de contrôle sont invités à baisser la tête de crainte de subir un sort identique, dans un contexte professionnel déjà très difficile mettant en jeu l'avenir même de l'inspection du travail (suppressions de postes, surcharge de travail, réformes incessantes du code du travail, pressions internes pour orienter l'activité vers les conseils aux entreprises...). Le tout avec la participation du ministère du Travail qui a préféré ouvrir la hiérarchie locale et, se cachant derrière l'indépendance de la justice, n'a jamais condamné publiquement les agissements de Tefal ni reconnu les pressions exercées, malgré un avis rendu par le Conseil national de l'inspection du travail. Dès l'annonce de la condamnation, la mobilisation s'est organisée. À Paris, une centaine d'agents de l'inspection du travail francilienne se sont rassemblés, malgré l'état d'urgence, devant le ministère du Travail, où une délégation intersyndicale a été reçue. La ministre du Travail a assuré qu'elle ne révoquerait pas leur collègue, ce que l'inscription de la peine au casier judiciaire pouvait laisser craindre, mais se refuse toujours à toute expression publique de soutien. La procédure en appel sera l'occasion d'autres initiatives, pour la relaxe de notre collègue et contre l'acharnement dont elle fait l'objet.

Le comité inspection du travail - Pôle emploi Île-de-France

## SURCHARGE DE TRAVAIL, LES POSTIERS MENACENT DE NE PAS DISTRIBUER LES PLIS ÉLECTORAUX



surcharge de travail! Ou plus précisément elle ne le rémunère que là où elle fait face à un certain rapport de forces. Le message que cherche à faire passer La Poste aux postiers : on peut vous donner n'importe quelle tâche supplémentaire, vous n'avez qu'à accepter de l'accomplir gratuitement. On demande aujourd'hui aux postiers de faire plusieurs métiers à la fois : prendre des photos de dégâts des eaux, s'occuper des personnes âgées...

La question des plis électoraux est quant à elle la même partout pour les facteurs, contrairement aux restructurations qui sont menées délibérément de manière désynchronisées. Et pour ce mois de décembre, on voit pour la première fois depuis bien longtemps des préavis de grève déposés au même moment sur une même question...

### La Poste creuse-t-elle sa propre tombe?

L'idée qu'il est nécessaire de toutes et tous se mobiliser au même moment fait son chemin. L'une des principales causes, c'est

l'évolution de la taille des établissements : alors que les sites sont globalement plus petits, la Poste mène depuis une dizaine d'années une politique de re-concentration des flux au niveau du tri du courrier (et dans une moindre mesure du colis). Le nombre de centres de tri a baissé drastiquement, 40% des sites ont fermé en 10 ans. Si un centre de tri se met en grève, l'impact sur la production est potentiellement plus grand que par le passé.

De plus, La Poste regroupe de plus en plus de sites sous l'autorité d'un seul directeur... Et par souci de productivité, La Poste re-centralise partiellement une partie de ses activités et son mode de «gouvernance». Elle crée ainsi de nouveaux talons d'Achille.

### Vers une grève nationale début 2016?

La perspective d'une mobilisation à l'échelle nationale a commencé à se discuter à la suite des conflits de ces deux dernières années, dont une bonne partie

ont été longs, durs mais victorieux, et menés en cherchant consciemment à se lier les uns aux autres : les longues grèves du 2014 dans le 92, le 91, le 18, à Ajaccio, à Paris 15, et surtout la grève régionale massive des facteurs de Basse-Normandie en février dernier. La preuve a été faite dans différents contextes qu'il était possible de mener des combats communs de plusieurs bureaux et de faire reculer les patrons. Il existe désormais plusieurs équipes, SUD comme CGT, qui poussent consciemment dans ce sens.

Ce sont ces expériences qui expliquent la décision prise en octobre dernier par la fédération SUD-PTT de soumettre aux autres syndicats l'idée d'un appel à la grève nationale pour début 2016, une grève qui serait précédée de rencontres entre équipes syndicales pour la préparer et lui donner des suites. Rien ne garantit qu'un tel projet aboutisse, mais son existence est un indice que l'idée d'une convergence des bagarres postales progresse.

Correspondant



## Les comités en action!

**Rouen (76) Meeting sur le climat avec Christine Poupin.** Mercredi 2 décembre, une cinquantaine de personnes se sont déplacées pour ce meeting sur la crise climatique, la COP21, et nos réponses. Bien sûr, la réunion était initialement prévue pour se situer en pleine mobilisation sur le climat, mais la nouvelle situation ouverte par l'état d'urgence et la répression ont pris toute leur place dans l'exposé initial de Christine.

Le débat a ainsi tourné autour de la mascarade de la COP21, au sein de laquelle aucune décision concrète ne sera prise, et des fausses solutions proposées par nos gouvernements, tout cela montrant que c'est bien le système qu'il faut changer, et non le climat. Au contraire, les enjeux centraux qu'il faudrait évoquer; comme laisser 80% des ressources fossiles sous terre ou changer de modèle agricole ne sont pas discutés dans cette conférence.

Jouant à domicile, Christine a également évoqué la bataille menée avec d'autres au niveau de son syndicat de la chimie pour travailler sur les reconversions de productions inutiles et nuisibles. Un exemple parmi d'autres d'une lutte concrète pour faire changer les choses, et à notre portée.

Un moment convivial autour d'un apéritif partagé a clos nos échanges.

**Paris 20<sup>e</sup> «Les anticapitalistes et la violence», salle comble!** Jeudi 3 décembre, nous avons tenu une réunion publique. Le but était d'ouvrir un débat sur notre rapport à la violence: quel type de violence acceptons-nous en tant qu'anticapitalistes, d'où provient la violence, quel est notre rapport aux groupes qui utilisent des formes de violences: black blocs, zadistes, etc.?

Après la manifestation interdite du dimanche 29 novembre à République et les centaines d'interpellations dont des militantEs du 20<sup>e</sup>, le thème de la réunion était évidemment encore plus d'actualité. Cette réunion a réuni 35 personnes, dont une quinzaine de personnes non membres du NPA, avec de nombreux jeunes venus débattre mais aussi tirer les bilans de la manifestation de République contre la COP21.

Notre camarade Mathieu, travailleur et militant à Air France, a introduit la réunion par un topo présentant ce qu'était pour nous la violence c'est-à-dire la violence de l'oppression du système capitaliste et patriarcal, une violence toujours du côté de la bourgeoisie, de leur gouvernements et du système répressif des États (police et justice). Si nous ne nous opposons pas à la violence quand elle est utilisée par notre camp social, pour nous elle n'est jamais une fin en soi mais toujours une question tactique qui dépend du contexte.

Le débat qui a suivi a été très riche. Dans cette période difficile et compliquée des gens cherchent à comprendre ce qui se passe. Une partie d'entre eux peut être attirée par les idées et les propositions du NPA. Raison de plus donc pour multiplier les occasions pour les rencontrer, en particulier les réunions ouvertes et publiques. Le succès de celle-ci le confirme.

**Montpellier (34) Belle ambiance et plein succès pour la réunion publique.** Vendredi 4 décembre, près de 250 personnes, en très large majorité inconnues, sont venues pour écouter Olivier Besancenot mais aussi les salariéEs de Sofanif, d'Air France, la représentante de BDS 34 ou encore les Kurdes de Montpellier. Il a fallu sortir les chaises de la réserve! Karak et ses copains dessineux, Déliarius et Ramirez, tenaient aussi un stand et croquaient à tout va...

En introduction, notre camarade Anne est revenu sur le contexte de cette réunion: état d'urgence et répression, état liberticide et sécuritaire. Elle a insisté sur la dimension écologiste de notre combat et notre volonté d'avancer un projet de société non productiviste. Saadia, pour le comité BDS France 34, a insisté sur la répression qui s'abat sur les membres de la campagne BDS et la nécessaire solidarité avec le peuple palestinien. Le camarade kurde Memet, très applaudi, a rappelé le long combat de son peuple contre le gouvernement turc, contre le régime dictatorial de Syrie mais aussi contre les djihadistes de Daesh.



**C'**est la déconfiture de toutes les forces politiques... sauf le FN. Deux voire trois régions pourraient lui échoir, la présidentielle en ligne de mire. C'est inédit... Mais c'était aussi tristement prévisible. Quand la politique du gouvernement PS pratique celle de la droite et reprend une partie du programme de l'extrême droite (déchéance de la nationalité, répression...), et surtout quand aucune force n'est en mesure de représenter conséquemment les exploités et les opprimés face à cette offensive de classe, l'abstention se maintient à un niveau important et amplifie un vote d'extrême droite, aujourd'hui massif, diversifié et persistant.

Prévisible, oui. Mais toujours réversible. Car il existe une saine prétention révolutionnaire: être présent sur tous les terrains de la lutte de classes, pour construire sans attendre une alternative, dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société. Cette alternative doit justement être majoritaire, radicale et



démocratique, nous avons la modestie de penser que nous ne sommes qu'un outil. On ne fait pas seul la révolution!

L'absence du NPA à ce scrutin régional tenait à notre manque de fonds. Sa seule présence n'aurait évidemment rien changé aux coordonnées de la situation et de ce scrutin. Mais le NPA possède justement cette saine et modeste prétention révolutionnaire. Daesh, guerre, état d'urgence, vote FN: «Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître, disait Gramsci. Dans ce clair obscur surgissent les monstres».

## Changer le monde, vite!

Le résultat du premier tour des élections régionales marque une nouvelle étape dans la réaction sociale, économique, démocratique et écologique.

### Aider à construire une alternative

Notre présence aurait donc été légitime et nécessaire pour donner une expression à toutes celles et ceux qui veulent construire une alternative à ce monde. Une expression limitée en force? Certainement. Une expression limitée sur le fond? Peut-être. Mais l'alternative, justement, ne viendra jamais d'un seul petit parti. Elle se construit collectivement, par le biais de différents types et formes d'organisations, dans le processus social et politique de la lutte des classes, sur tous ses terrains, y compris électoral.

Alors si vous êtes de celles et ceux que l'absence du NPA à ce scrutin a

frustré, mais qui plus généralement pensent qu'il faut reconstruire une représentation politique des exploités et opprimés; si vous êtes de celles et ceux qui ne se résignent pas, qui résistent, qui luttent pied à pied dans leurs associations, dans leurs quartiers, sur leurs lieux d'études ou de travail; si vous considérez que ce vieux monde doit être enterré avant qu'il ne nous enterme sous sa misère et ses guerres, ou qu'il détruise simplement la planète; alors continuez de vous révolter et de militer. Construisons l'alternative... et faites un don au NPA.

Sylvain Madison

POUR NOUS AIDER  
<http://www.npa2009.org/souscription>

## En campagne

# «Contre-COP21», toujours mobilisés!

**Malgré l'état d'urgence et en antidote à la COP21 qui se tient au Bourget, les initiatives militantes sont innombrables et diverses...**

**V**endredi 4 décembre, une action a porté la contestation au sein même de l'exposition «solutions COP21» au Grand Palais pour y dénoncer les entreprises coupables de crimes climatiques, telles que Engie (anciennement GDF Suez), Renault Nissan, ou Avril-Sofiproteol qui prétendent détenir la solution tout en maintenant leur projet destructeur. Les 4 et 5 se tenait à la Maison des métaux le Tribunal des droits de la nature pour dénoncer la financiarisation de la nature, l'agro-industrie, la fracturation...

Le week-end dernier à Montreuil, 20 000 personnes étaient attendues pour le Sommet citoyen pour le climat qui regroupait trois initiatives: un marché paysan de la Confédération paysanne, le Village mondial des alternatives organisé par Alternatiba et le Climat Forum (260 débats et ateliers). Impossible de rendre compte de la richesse des discussions marquées par un internationalisme vivant, mais aussi par le social sur la question des emplois, le lien avec le combat contre les traités commerciaux et la dette, la place des femmes aux avant-postes des luttes... Parmi elles, le procès d'Exxon a fait salle comble, avec la participation de Naomie Klein. La parole a été donnée à de nombreux «témoins», venus de l'extrême nord (Alaska, Groenland, Sami), de territoires menacés par la montée des eaux

(Îles Marshall, Inde, Nigeria), toutes et tous victimes de l'extractivisme d'Exxon qui réchauffe le climat en toute connaissance de cause. Déambulation festive et concerts étaient aussi au programme. Et dimanche, la grande rencontre de clôture du Sommet citoyen a été l'occasion d'insister sur les manques évidents des conclusions de la COP21.

### Jusqu'à la clôture de la COP21, ça continue!

Jusqu'au 11 décembre, a lieu tous les jours la Zone d'action pour le climat (ZAC)<sup>1</sup>. Le jeudi 10 décembre a lieu un meeting international organisé par le réseau 99% stand for climate (à l'initiative des rencontres internationales de la jeunesse de la IV<sup>e</sup> Internationale), avec des camarades des Philippines, du Mexique, d'Italie, d'Inde, de Grande-Bretagne, des USA, etc.<sup>2</sup>

Enfin, le 12 décembre, malgré les interdictions de manifester et les difficultés d'organisation qui en découlent, différentes actions sont prévues. À midi, la ligne rouge, un «rassemblement qui formera une ligne rouge géante qui symbolisera les limites à ne pas franchir pour protéger le climat», puis un rassemblement de masse au Stade Charléty (Paris 13<sup>e</sup>) avec meeting et concert de 15 h à 17 h...

Le NPA appelle à participer massivement à ces mobilisations, car il décide que face à la mascarade de la COP21, le mouvement pour la justice climatique ait le dernier mot.

### Commission nationale écologie

1- Au CENTQUATRE, 5 rue Curial, Paris 19<sup>e</sup>, tous les jours de 9h à 20h. <http://coalitionclimat21.org/fr/contenu/venez-faire-vivre-la-zac>  
2- Salle Olympe-de-Gouges, 15 rue Merlin, Paris 11e, Métro Père Lachaise. Accueil à partir de 18h30 avec dîner, début du meeting à 19h.

Sandrine pour les Antisanofric, Mathieu, personnel au sol et David navigant (membre du NPA 34), tous deux salariéEs d'Air France, ont rappelé que les luttes sociales continuaient, pour que la santé ne soit pas une marchandise, pour combattre une politique antisalariale menée par un patronat de choc. Enfin, Olivier est revenu sur le tournant que constituent les attentats du 13 novembre. Devant un public très attentif, il a expliqué la stratégie de Daesh qui doit être combattue sans réserve, mais pas en mettant la population sous la chape d'un état d'exception, des mesures liberticides acceptées par ÉELV et le Front de gauche à l'Assemblée. Il a appelé à créer les conditions d'une contestation globale du système, refusant d'intérioriser qu'il faille s'en remettre à d'autres que nous. Après quelques échanges avec la salle, le meeting s'est conclu par l'Internationale.

Bilan des plus satisfaisants pour le NPA 34 dans son double défi d'être à contre-courant des mauvais vents d'une union nationale et d'être confiant dans les capacités de larges secteurs de la population à ne pas s'en laisser compter! Compte rendu détaillé et photos sur [www.npa34.org](http://www.npa34.org)

**Louviers (27) Mandela et l'état d'urgence.** Rebaptiser la place du Parvis place Nelson-Mandela, voilà pour l'ancien maire PRG et le député PS Loncle le combat urgent des défenseurs des droits de l'homme et de la laïcité contre les conservateurs et la réaction. Le maire UDI proteste de son admiration pour le prix Nobel et promet qu'un lieu important portera bientôt ce nom. Cette querelle

«clochemerlesque» a l'intérêt de faire oublier qu'ils sont bien d'accord sur l'état d'urgence. On a donc assisté samedi 5 décembre au spectacle d'un rassemblement de 60 personnes «à la mémoire de Mandela» qui a pu déborder sur la voie publique, député en tête, et arrêter les voitures, sans que cela ne perturbe la police. À l'inverse, les organisateurs de l'autre rendez-vous (1 ÉELV, 2 NPA, 2 PCF) aussi nombreux pour la justice climatique à ce même endroit le samedi précédent s'étaient eux vu rappeler l'interdiction et les peines encourues: jusqu'à 7500 euros et 6 mois de prison! L'état d'urgence est là pour ça: tenter de museler les voix vraiment gênantes. Mandela en fut une en son temps, avant d'être universellement encensé. En parallèle, l'unité se construit autour de la levée de l'état d'urgence. Une réunion s'est tenue ce lundi soir à l'appel de la LDH, d'Attac, du NPA, de la Libre pensée, de RESF, du secrétaire de l'union locale CGT, et d'une conseillère départementale ÉELV. La formation d'un collectif est en discussion.

### Grenoble (38) Mobilisés pour le climat.

Les comités de l'Isère ont organisé lundi 7 décembre deux réunions publiques pour «changer le système, pas le climat». La première a réuni sur le campus une dizaine de personnes, la deuxième, en soirée à Grenoble, une trentaine. Le collectif pour la gratuité des transports publics, lancé à l'initiative du NPA et composé d'une trentaine d'organisations, est venu présenter ses propositions. Sortir du Nucléaire 38 a également pris la parole sur ce sujet. Puis Dominique Malvaud de la commission

écologie du NPA a pris le temps d'analyser les responsabilités des grandes puissances dans la crise climatique et l'échec programmé de la COP21. Il a esquissé des solutions entrant clairement en contradiction avec la loi du profit maximum, des solutions pour construire une alternative écosocialiste. Il a souligné la radicalisation du mouvement écologiste et la prise de conscience de la nécessité de changer le système. D'ailleurs, dans la salle, des militantEs d'Alternatiba, de la LPO, des syndicalistes... étaient présents pour discuter de la construction d'un mouvement large et radical pour imposer nos revendications. Et comme nous l'avons fait dimanche 29 novembre à Grenoble, nous continuerons à manifester malgré l'état d'urgence, pour «changer le système et pas le climat»!

## L'Anticapitaliste la revue Le n°71 est disponible



Vous pouvez vous procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

**L'Anticapitaliste,**

2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

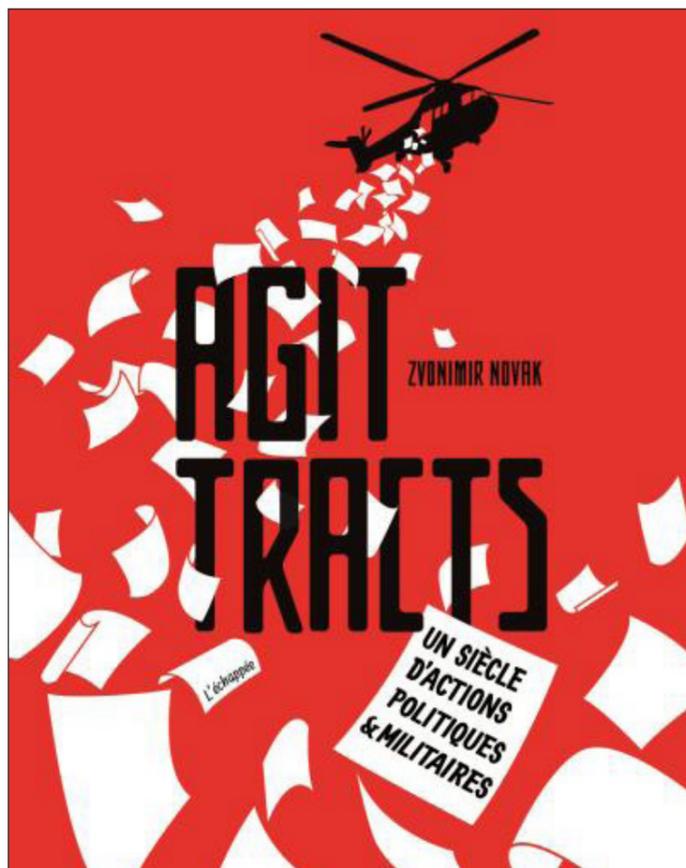
Essai illustré

# Agit-tracts, un siècle d'actions politiques et militaires

Zvonimir Novak, éditions L'Échappée, 2015, 32 euros

Le dimanche matin, parfois sous la pluie, souvent dans l'indifférence, les militants distribuent des tracts sur les marchés. En semaine, souvent tôt le matin, certains se postent devant l'entrée des usines en espérant un peu d'attention des travailleurs qui viennent embaucher... Distribuer des tracts c'est le quotidien de nombreux militants. Mais les tracts ont une histoire. C'est à cette histoire que s'attaque Zvonimir Novak, raconter ce qu'est cette « littérature de rue » et les différents usages qu'elle a pu avoir.

L'auteur date la naissance des premiers tracts avec les libelles, des petits pamphlets de quelques pages au 16<sup>e</sup> siècle, puis des Mazarinades. Dans cet ouvrage très richement illustré, on découvre une somme de trouvailles parfois étonnamment efficaces ou belles. Car ces « documents éphémères de propagande politique » sont parfois aussi l'occasion d'inventions graphiques. La forme du tract a beaucoup évolué, parfois en fonction des contraintes, parfois pour mieux retenir l'attention : « loin d'avoir été confiné ad vitam aeternam à une feuille rectangulaire au format A4, le tract a su, comme un



caméléon, changer de peau pour surmonter les obstacles du rejet ou de l'indifférence ».

Le livre s'intéresse à toutes les formes de tracts politiques, leur massification au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, principalement autour de l'anticléricalisme et l'affaire Dreyfus, puis à partir de la Première Guerre mondiale, leur intégration au dispositif militaire (entre autres avec le largage de tracts dans les tranchées adverses).

On y trouve encore quelques exemples de « tracts doublés » qui, sous couvert d'un tract assez anodin, contiennent clandestinement un message politique, par exemple du « jardinier averti » qui titre « comment avoir des légumes cet hiver ? » et qui cache un tract du « salut public » en 1943. On y trouve également beaucoup d'exemples de propagande anticommuniste, mais aussi l'antifascisme dans les années 30.

Plus drôle, le livre fait une grande place à la propagande Dada ou des situationnistes, avec quelques pépites comme *Le retour de la colonne Durutti*, ses découpages et détournements d'images de la culture populaire et ses saillies contre l'Unef ou les JCR.

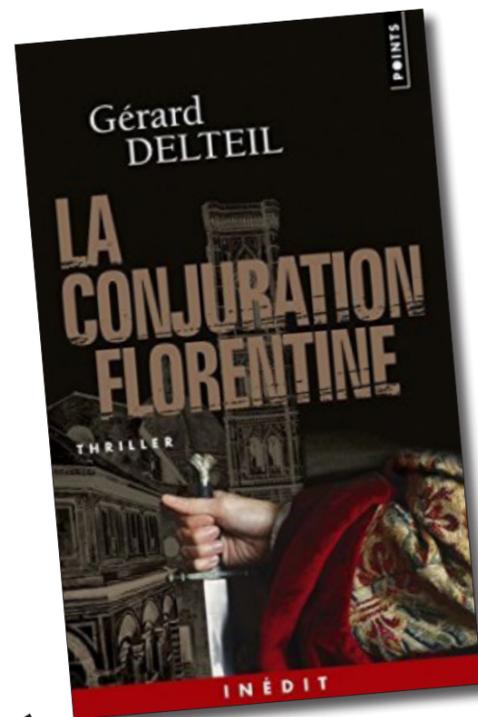
Ce livre, qui retrace plus d'un siècle d'histoire politique à travers une propagande vivant de la main à la main, nous rappelle aussi que l'on est pas condamné à imprimer des tracts tristes et moches pour diffuser nos idées.

Pierre Baton et Camille Jouve

Roman

# La conjuration florentine

Gérard Delteil, Points/Thriller, 2015, 7,90 euros



Échos du passé dans le présent... Le polar historique a encore frappé. Gérard Delteil se précipite, et nous à sa suite, dans la Florence de 1497, grande ville de ce qui n'est pas encore l'Italie où se respirent les odeurs de corruption, de lutte pour le pouvoir passant par les assassinats. Le pape Alexandre VI Borgia est à la manœuvre et se sert, pour ses basses œuvres, d'un jeune homme qui a la foi en forme de fanatisme. *La Conjuración florentine* suit ce Stefano Arezzi dans les méandres de la préparation du meurtre du moine Savonarole qui prêche une Église débarrassée de cette richesse ostentatoire pour en revenir à la « vraie foi ». On comprend que le pape veuille l'éliminer. D'autant que le charisme du Moine se transforme en écrit. L'invention de Gutenberg exerce ses effets.

Cette histoire est aussi le chemin escarpé d'une prise de conscience difficile, celle de ce novice obligé d'ouvrir les yeux sur la réalité par l'intermédiaire de rencontres. D'une femme mais aussi de quelques génies des arts et lettres dont le jeune Machiavel, qui naviguent dans cette société étrange. Quitter le fanatisme suppose de commencer à s'interroger. La lucidité conduit à abandonner toutes les certitudes. Et à souffrir...

Un moment de basculement du monde qui permet toutes les ouvertures, tous les possibles. Ainsi s'explique la place de ces penseurs de la modernité qui peuplent les grandes villes italiennes à cette époque. Tout autant l'essor de la musique en train de se transformer.

Toutes références à une actualité brûlante sont recommandées vivement. Delteil excelle dans cet art difficile du passage du présent au passé et du passé au présent sans rien perdre de l'Histoire, l'évocation d'une société avec ses particularités. Comparaison n'est pas raison mais suscite l'imagination pour comprendre le monde. D'aujourd'hui!

Nicolas Bénéès

Exposition et catalogue d'exposition

# «Bons Baisers de Paris. 300 ans de tourisme dans la capitale»

Galerie des bibliothèques de la ville de Paris (22, rue Malher, Paris 4<sup>e</sup>) Jusqu'au 31 mars 2016  
Catalogue par Sylvain Pattieu, éditions Paris bibliothèques, 25 euros (en vente à la Brèche)

Pour ce beau livre, Sylvain Pattieu remet sa casquette d'historien et commente une exposition dont il est le commissaire. On nous le répète, Paris est la première destination touristique mondiale avec 47 millions de visiteurs annuels, et si au 18<sup>e</sup> siècle, elle accueillait les aristocrates anglais qui faisaient leur « grand tour », aujourd'hui ce sont des touristes « de masse » qui se pressent : 9 millions au Louvre et 7 millions à Notre Dame. Le tourisme, c'est aussi 12,3% de l'emploi du Grand Paris (18,5% pour Paris). Le tourisme à Paris est une industrie : on nous l'a bien fait savoir quand il a

fallu justifier l'ouverture des magasins le dimanche. Pour le monde entier, Paris c'est la culture, la fête, le luxe, le style... mais aussi les affaires qui remplissent les hôtels 4 étoiles, cela alors que les Parisiens disputent les logements locatifs aux utilisateurs de Airbnb. La ville peut pourtant absorber d'un coup un million de jeunes catholiques pour les JMJ ou bien les supporters des équipes de la Coupe du monde de football. Le joli catalogue d'exposition, très agréablement illustré, remplit bien son rôle et même au-delà, en balayant au fil de l'histoire ce qui a attiré les touristes du monde entier à Paris, notamment sa richesse culturelle

incomparable autour des quatre thèmes de l'exposition : La révolution du tourisme à Paris ; Paris spectacle ; L'esprit de Paris : entre luxe et bohème ; Paris et la mondialisation du tourisme.

Ceux qui vivent à Paris comprendront mieux le poids certain du tourisme dans leur vie, son évolution (plus 49% de touristes chinois de 2014 à 2015), les enjeux de l'industrie du tourisme, dont le qualificatif lui-même conduit à s'interroger sur les limites du phénomène : gentrification, désertion de toutes les industries vers les banlieues, pression démographique, manque de logements, aéroports tentaculaires, pollution,



transports saturés... Ces questions ne sont pas l'objet de l'exposition ni du catalogue, même si elles ne sont pas complètement éludées, mais il est bien légitime de se les poser. Une jolie balade/lecture de vacances pour les Parisiens et les visiteurs venus des autres régions.

Catherine Segala

Roman

# L'Ouzbek muet et autres histoires clandestines

Luis Sepulveda, Éditions Métailié, 16 euros

Dans ces neuf petites histoires, nous nous trouvons essentiellement avec de jeunes militants révolutionnaires, des jeunes communistes ou socialistes, dans le Chili du début des années 70. Une période politique riche et bouillonnante. Nous les suivons dans leurs aventures, sur le terrain activiste où la réalité n'est pas toujours conforme à ce qu'ils ont pu apprendre ou comprendre dans les livres des expériences révolutionnaires de Trotsky ou Lénine!

Les théories c'est bien, mais dans la pratique, la vie est toujours pleine d'imprévus et de surprises. Ils sont jeunes, inexpérimentés, mais plein d'ardeur et d'envie de participer à l'histoire, au grand combat révolutionnaire contre l'impérialisme américain et les réactionnaires chiliens. Ils se retrouvent confrontés à des situations cocasses dont ils arrivent malgré tout à se sortir très bien. Ainsi dans « *Le dispositif merveilleux* », pendant une opération contre une banque pour distribuer de l'argent

aux pauvres, ils doivent trouver des biberons et du lait pour un bébé qui pleure! Et dans « *Le soldat Tchapaïv* », pour affirmer sa pureté idéologique, le jeune militant communiste refuse de boire une bière avec un jeune socialiste dans une réunion... mais quittera la pièce peu après pour rejoindre la sœur d'un des socialistes! C'est par le biais d'un narrateur que Sepulveda nous conte ces tranches de vie d'une jeunesse militante. Même dans les histoires les plus drôles, l'émotion n'est pas loin car nous

savons bien ce que cette génération allait subir avec la dictature de Pinochet suite au coup d'État en septembre 73. Et la dernière histoire « *Le déserteur* », la plus tragique, nous fait vivre les derniers instants du Che. Un bel hommage plein de tendresse aussi pour toute une époque où « ensemble, nous avons partagé le beau rêve d'être jeunes sans en demander la permission ». L'histoire continue, nos rêves et nos combats aussi!

Jacques Raimbault



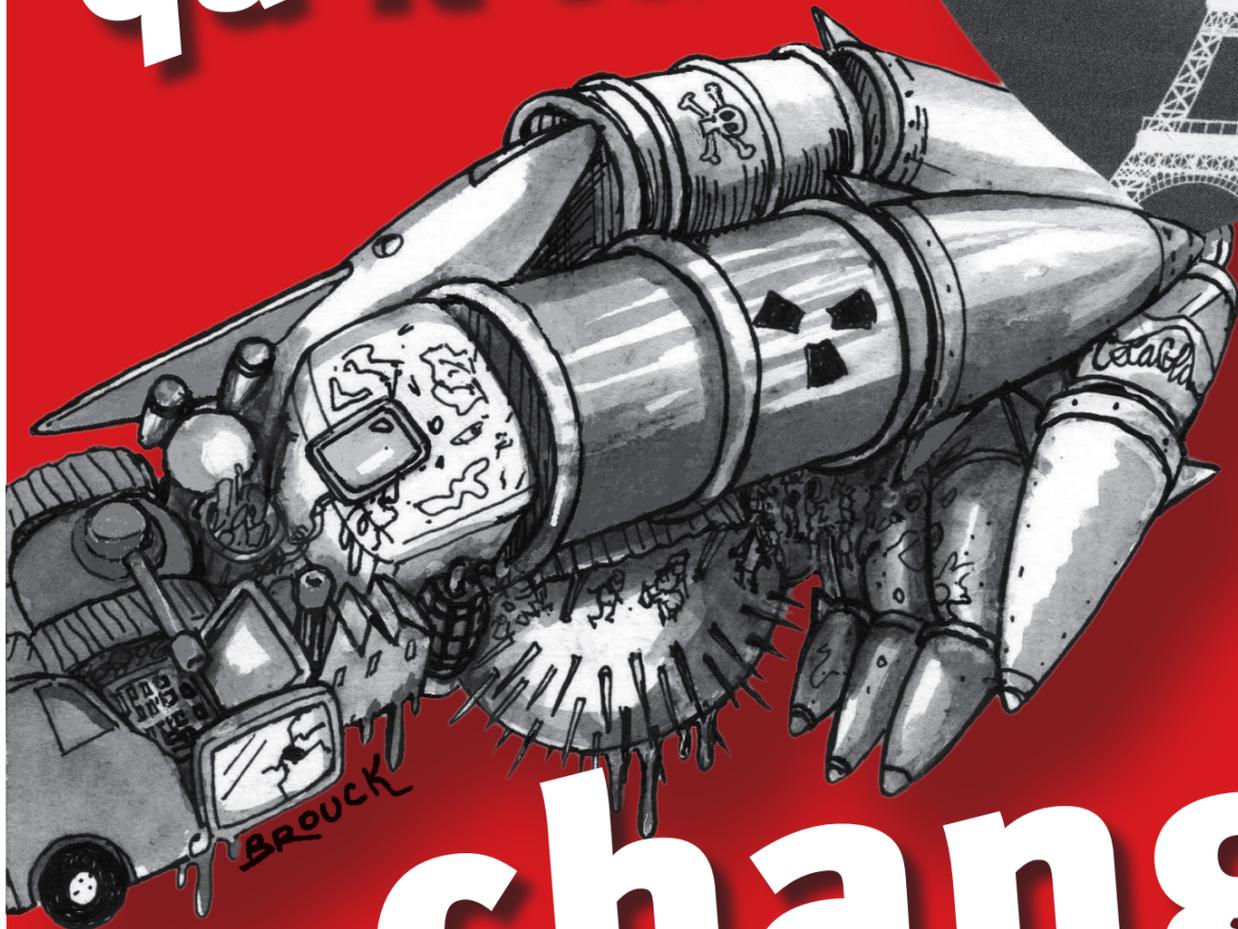
# *l'Anti*capitaliste

n°315 | 10 décembre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**UNE COP21 INUTILE...**

**C'est le  
système  
qu'il faut**



**changer!**